


**CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**  
**NORTH ATLANTIC COUNCIL**


EXEMPLAIRE N° 116  
COPY

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

ORIGINAL : ANGLAIS  
19 juin 1980

DOCUMENT  
C-M(80)31

URSS ET EUROPE DE L'EST : EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION  
ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Note du Secrétaire Général par intérim

Le rapport ci-joint (1) a été établi par le Comité Economique à la lumière de discussions approfondies. Tout en se concentrant sur la performance économique de l'URSS et de l'Europe de l'Est en 1979, le rapport a couvert également les principaux secteurs économiques de l'URSS pour les 4 premiers mois de 1980, dans la mesure où les informations importantes factuelles étaient disponibles. Il examine aussi très brièvement les taux de croissance économiques pendant les années 70 en se basant sur les statistiques officielles nationales, ainsi que l'aide soviétique et Est-européenne aux pays sous-développés, le développement du COMECON dans son ensemble, et les tendances dans le commerce Est-Ouest.

Ce rapport servira de document de référence pour la réunion du Conseil des 25-26 juin 1980.

(Signé) Rinaldo PETRIGNANI

OTAN  
1110 Bruxelles

Le présent document comporte : 2 Annexes.

---

(1) Précédents rapports diffusés le 7 décembre 1979, sous la cote C-M(79)74 et le 7 mai 1979, sous la cote C-M(79)32.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

URSS ET EUROPE DE L'EST : EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION  
ET PERSPECTIVES D'AVENIR

I. RESUME

URSS

Les plans soviétiques qui prévoyaient une croissance modérée de l'économie ont pris un sérieux retard en 1979. Le revenu national aurait progressé de 2 %, soit moins que la moitié du taux prévu (1). Après un démarrage difficile, imputable aux rigueurs de l'hiver de 1978-1979, l'activité industrielle n'a pu regagner le terrain perdu. La production agricole a marqué un réel fléchissement, en raison surtout de la campagne céréalière, la plus catastrophique depuis 1976. Quant aux secteurs du bâtiment et des transports, ils ont continué à enregistrer des résultats médiocres, compromettant la croissance des autres branches d'activité. Malgré le succès apparent des efforts déployés en vue de réduire les dépenses d'équipement, la productivité du travail ne s'est pas améliorée comme prévu. Contrastant avec le ralentissement général de l'expansion économique du pays, la situation du commerce extérieur s'est sensiblement redressée, grâce surtout à la forte hausse du prix des exportations soviétiques, notamment le pétrole et l'or.

2. Ce sont peut-être les résultats économiques généralement médiocres de 1979 qui ont amené les planificateurs à ajuster en baisse la plupart des objectifs de 1980. L'accroissement prévu pour la production agricole a été ramené au niveau de 1978, 4,5 % contre les 5,7 % fixés pour 1979. En dépit de cette réduction, la production de biens de consommation prendra, plus qu'aucune autre année du quinquennat, le pas sur la production de biens d'équipement. Les planificateurs soviétiques prévoient néanmoins que le revenu réel par habitant progressera au rythme le plus bas jamais enregistré - 2,9 % seulement contre un taux moyen de 3,9 % prévu pour les années 1976-1980, et un taux réel de 4,4 % par an de 1971 à 1975. Les dépenses d'équipement resteront limitées, et le développement du commerce extérieur sera ramené à moins de 5 %. Sous des dehors d'austérité, le plan de 1980 devrait toutefois permettre, s'il est réalisé, une croissance positive de l'ensemble de l'économie. D'après les résultats de l'économie soviétique pour la période janvier-avril 1980, tous les secteurs industriels, à l'exception du papier et de la pâte à papier, ont atteint ou dépassé les niveaux de production prévus.

---

(1) La croissance économique n'a cessé de diminuer au cours des 15 dernières années, surtout lorsqu'elle est exprimée en termes de PNB ; en effet, la croissance du PNB, calculée au coût des facteurs, atteignait une moyenne annuelle de 5,3 % pendant la période 1966-1970 mais elle est tombée à 3,8 % en 1971-1975 et à 2,1 % en 1978-1979.

EUROPE DE L'EST

3. Les pays d'Europe de l'Est ont également connu un fléchissement des taux de croissance en 1979. Dans l'ensemble de la région, l'augmentation du revenu national est passée de 4 % environ en 1978 à 2 ou 3 % en 1979. Seule la Roumanie semble se maintenir sur une trajectoire relativement ascendante avec une hausse de 6,2 % de son revenu national et une progression de 8 % de la production industrielle. Pour la première fois, la Pologne a enregistré une baisse de son revenu national.

4. Dans le cas de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la RDA, la décélération peut s'expliquer, pour une large part, par des conditions climatiques défavorables et, en conséquence, de médiocres campagnes agricoles. En Pologne, la récolte de céréales en particulier a chuté de 25 % environ par rapport à 1978, nécessitant le recours à l'importation. Ce n'est qu'en Bulgarie et en Roumanie que l'agriculture a donné de bons résultats, affichant des gains de production de 7 et 5 % respectivement.

5. Dans tous les pays, la production industrielle est nettement inférieure aux prévisions, avec un accroissement de 2,8 % seulement en Hongrie et en Pologne, 3,7 % en Tchécoslovaquie et 4,8 % en RDA. Parallèlement à ces insuffisances, l'économie ne parvient pas à réaliser les gains escomptés dans la productivité du travail, ce qui s'explique par le tarissement général des réserves de main-d'œuvre disponible et montre que le rendement de l'outillage et la gestion restent décevants. Dans les pays les plus septentrionaux, la rigueur de l'hiver a manifestement contribué à perturber la progression industrielle, provoquant des coupures de courant et l'interruption des livraisons sur des réseaux de transport déjà saturés. De plus, la campagne de restriction des importations, notamment de matières premières et de semi-produits destinés à l'industrie, a probablement compromis la production industrielle, par suite de pénuries de matières premières d'importation.

6. L'augmentation des investissements dans l'industrie a été fortement limitée dans tous les pays, sous l'effet des sévères restrictions qui frappent les importations de capitaux et de la décision d'achever les projets déjà mis en chantier. Dans certains pays, particulièrement en Bulgarie et en Pologne, les investissements semblent avoir été réduits de façon à préserver des niveaux de consommation acceptables pour la population face à une inflation parfois très prononcée. Les prix à la consommation ont augmenté de 2,5 à 4 % au moins en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et en Roumanie, de 6,7 % en Pologne et de 9 % en Hongrie.

7. Le commerce extérieur reste un secteur particulièrement vulnérable dans toute l'Europe de l'Est. A l'exception de la Bulgarie qui, dans ses échanges avec les pays non communistes, a enregistré un excédent de \$ 690 millions, tous les pays continuent, dans des proportions diverses, d'être en butte à des déficits du commerce en devises convertibles, encore aggravés par le renchérissement du pétrole des pays de l'OPEP dans certains cas et par celui d'autres matières premières. Bien que la Hongrie ait ramené le déficit de son commerce en devises fortes à \$ 167 millions

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 4 -

C-M(80)31

seulement, elle affirme avoir enregistré une détérioration des termes de l'échange de l'ordre de \$ 210 millions pour ses transactions en devises autres que le rouble. En revanche les ventes de l'Europe de l'Est à l'Ouest ont repris en 1979, avec une hausse de 23 % deux fois plus rapide que celle des achats.

8. Selon les estimations, l'endettement total net en devises convertibles de l'Europe de l'Est envers l'Ouest est passé à 50 \$ milliards (1). A la fin de 1979, la dette nette en devises fortes de la Pologne était de \$ 20 milliards, soit une augmentation de \$ 3 milliards, tandis que celle de la RDA, après un accroissement rapide, se chiffrait à \$ 9 milliards (2). En outre, la recherche constante d'une croissance économique rapide pourrait entraîner une aggravation de l'endettement de la RDA.

9. Les plans pour 1980 prévoient en général une faible croissance du revenu national, de 1 à 2 % pour la Pologne jusqu'à 5 % en RDA (3). Les investissements continueront de devoir céder le pas aux besoins prioritaires - transports ou énergie. La situation du consommateur risque de s'aggraver devant la persistance de l'inflation et éventuellement le tassement de l'offre de biens de consommation. Les gains de productivité réalisés dans chaque pays, de même que l'évolution du commerce extérieur et les conditions climatiques seront autant d'éléments déterminants pour le succès des plans.

CAEM

10. L'année 1979 a apporté la confirmation d'une progression limitée des programmes multilatéraux de spécialisation et de coopération, chaque pays étant soucieux d'étendre sa propre industrie aussi largement que possible et d'éviter une dépendance excessive vis-à-vis de ses partenaires. La trente-troisième réunion du Conseil du CAEM, en juin 1979, a uniquement servi à illustrer une nouvelle fois le principe qui veut que "nul n'ait la haute main sur le Conseil" et à apporter une sanction officielle au choix des secteurs de développement économique en commun pour les années 1981-1990 - énergie, matières premières, transports, production d'outillage et production de biens alimentaires et de produits de consommation. Les principaux progrès ont été enregistrés dans le secteur énergétique, avec la signature d'accords de construction en commun de centrales nucléaires qui prévoient une augmentation de deux cinquièmes par rapport à 1978 la capacité installée en Europe de l'Est.

- 
- (1) Tous les chiffres cités dans ce paragraphe proviennent d'estimations américaines.  
 (2) La France évalue la dette de la Pologne en fin d'année à \$ 18,5 milliards et celle de la RDA à moins de \$ 8 milliards, ce qui dénoterait une croissance plus lente de l'endettement.  
 (3) La Roumanie prévoit une croissance du revenu national de 9 %.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 4 -

C-M(80)31

- 5 -

AIDE DE L'UNION SOVIETIQUE ET DE L'EUROPE DE L'EST AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

11. En chiffres nets, l'aide économique du CAEM aux pays en développement (PVC) a continué d'accuser un solde négatif (- \$ 30 millions), car les remboursements au titre de l'aide déjà accordée ont dépassé les nouveaux versements effectués par le CAEM. Cuba et le Vietnam se sont adjugé le gros de l'aide soviétique - aux alentours de \$ 3 milliards et \$ 500 millions respectivement. En revanche, les pays du CAEM ont continué d'effectuer d'importantes ventes d'armes, pour quelque \$ 4 milliards en 1978. Les attaches qui se sont créées sous couvert d'assistance et de livraisons d'armes ont ouvert aux pays communistes des débouchés dans plusieurs pays où ils n'étaient pourtant pas concurrentiels, et leur ont donné accès à certaines matières premières, particulièrement des produits alimentaires et de la bauxite. L'invasion de l'Afghanistan risque d'imposer de nouvelles charges à l'URSS.

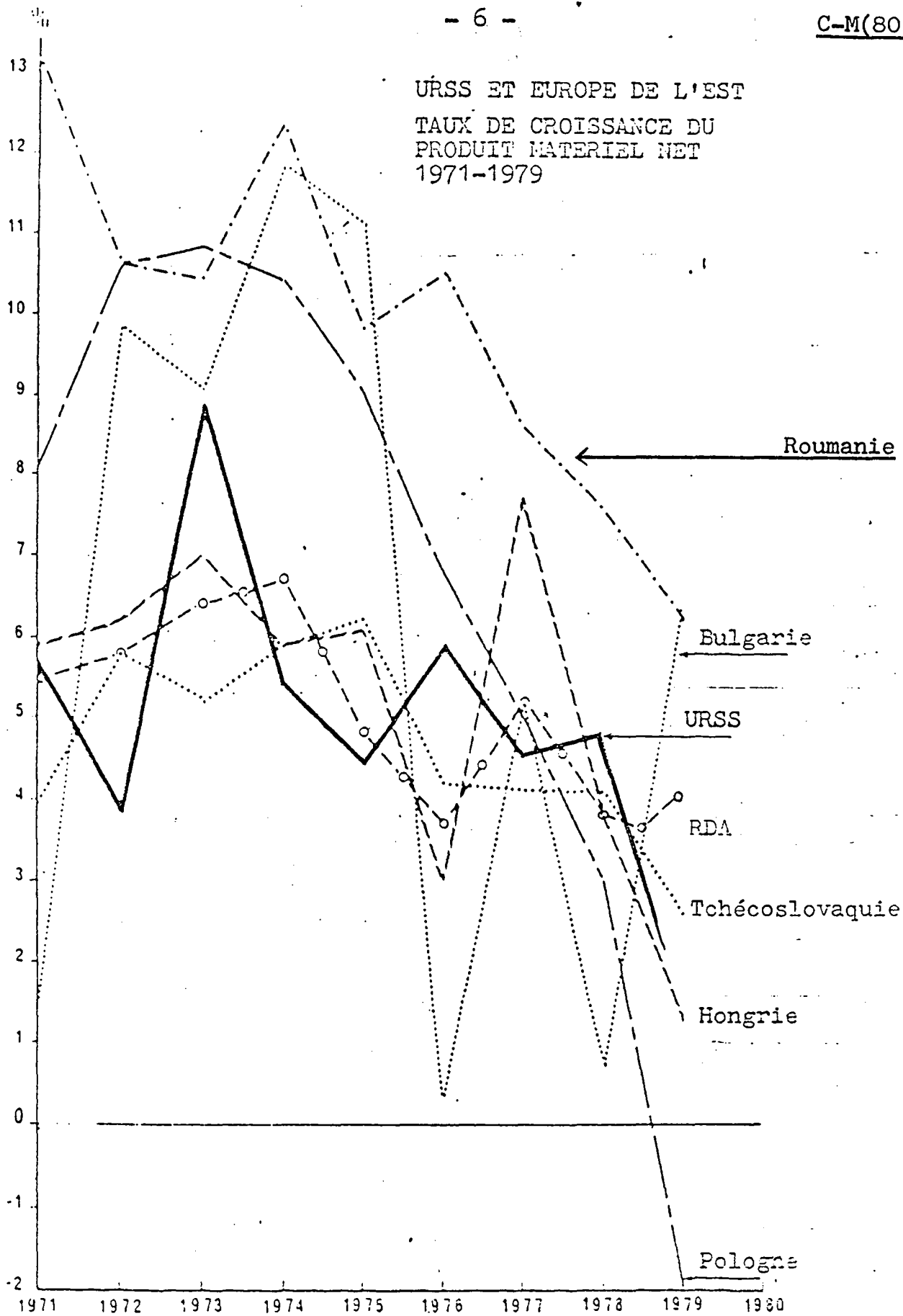
TAUX DE CROISSANCE DES ANNEES 1970

12. On trouvera dans le graphique ci-contre le taux de croissance du produit matériel net de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est au cours de la période 1971-1979. Il indique le taux de croissance annuel du produit matériel net, et a été établi de façon à permettre dans toute la mesure du possible les comparaisons. Le produit matériel net est l'indicateur de croissance globale utilisé en économie marxiste ; c'est le plus proche de la notion occidentale de produit national brut. La tendance générale à la baisse, particulièrement depuis 1973-1974, est manifeste pour tous les pays pris en compte.

N A T O S A N S C L A S S I F I C A T I O N

- 6 -

C-M(80)31



Source : Statistiques officielles nationales

N A T O S A N S C L A S S I F I C A T I O N

- 6 -

II. URSSA. RESULTATS DE 1979 ET EVOLUTION EN 1980

13. Le volume de la production industrielle soviétique n'a progressé que de 3,4 % l'an dernier, bien en-deçà des 5,7 % prévus. Tant pour les biens d'équipement que pour les biens de consommation la production a été inférieure de plus de 2 % aux objectifs fixés (1). En fait malgré un certain accroissement, presque toutes les grandes industries ont été en retard sur les plans pour 1979. La production de métaux ferreux et non ferreux a pratiquement marqué le pas, tandis que celle de carburant et d'énergie, de substances chimiques ou pétrochimiques n'augmentait que de 2 à 3 %. La production de bois et de bois d'oeuvre, de papier et de pâte à papier, de même que les industries de matériaux de construction reculaient par rapport à 1978. L'industrie alimentaire a développé sa production de 2 % contre un taux prévu de 6,3 %. Au même niveau qu'en 1978, la production de viande a progressé moins que prévu pour la deuxième année consécutive, sans parvenir à soutenir le rythme indispensable pour faire face aux besoins de la population.

14. De même l'industrie soviétique n'est pas parvenue à tenir les plans fixés pour la production de nombreux produits essentiels en 1979. Pour la quatrième année consécutive, la production d'acier et de laminés a été inférieure aux niveaux prévus, et est même tombée en deçà des résultats de 1978 ; ce phénomène se retrouve également dans le cas des engrais minéraux. Dans d'autres secteurs de l'industrie chimique, la production de résines synthétiques, de matières plastiques et de fibres chimiques s'est maintenue au niveau de 1978. Ces pénuries laissent présager des difficultés dans le secteur de l'outillage, des produits alimentaires et de divers autres biens de consommation.

15. L'agriculture qui avait déjà souffert au début de l'année de la rigueur de l'hiver et des inondations de printemps, dans la partie européenne du pays, a également été frappée par les sécheresses de l'été. La campagne céréalière a été particulièrement compromise : avec 179 millions de tonnes, elle était en déficit de 48 millions de tonnes par rapport aux objectifs, et de 58 millions de tonnes par rapport aux résultats exceptionnels de 1978. Avec une récolte sans précédent de 9 millions de tonnes, seul le coton dépassait sensiblement les prévisions (2).

- 
- (1) En ce qui concerne la croissance des principaux indicateurs économiques pour 1971-1980, voir Annexe I, Tableau 4.
- (2) D'une manière plus générale, on pourrait noter que, dans l'ensemble, les rendements étaient en moyenne plus élevés entre 1976 et 1978 qu'entre 1971 et 1975 pour les céréales et les grandes cultures vivrières.

16. Les investissements de capitaux ont totalisé 131 milliards de roubles en 1979, soit 1 % de plus qu'en 1978, mais en retard de 2 % environ sur le plan, ce qui dénote peut-être une prudence excessive dans la mise en chantier de nouveaux projets. Quinze pour cent environ des investissements ont été dirigés sur le rééquipement et la modernisation d'établissements existants, cette partie du plan étant ainsi dépassée de 5 % selon les indications. Un grand nombre de nouveaux projets n'ont toutefois pas vu le jour. De ce fait, les travaux de construction inachevés représentent actuellement plus de 100 milliards de roubles. Indépendamment des projets visant la production de biens de consommation, les ministères de l'industrie ont donc reçu pour instruction de centrer leurs efforts sur l'achèvement des chantiers en cours.

17. En volume, le commerce de détail des points de vente de l'Etat et des coopératives est resté inférieur aux prévisions, preuve que la demande des consommateurs n'a pas toujours été satisfaite. Dans le discours qu'il a prononcé devant le plénum du parti, en novembre, Brejnev a expressément évoqué des pénuries d'articles de première nécessité - savon, couches pour bébé, pain et lait. D'autres pénuries sont également signalées : vêtements d'enfants, brosses à dent, draps de lit, ampoules électriques et peinture.

18. La construction de logements reste également un secteur en crise. Avec 103 millions de mètres carrés de logements neufs pour lesquels il a été passé commande en 1979, les réalisations seront inférieures de 9 % au plan et de 5 % environ au niveau de 1978. C'est également le chiffre le plus bas enregistré dans ce secteur depuis 1968, en partie en raison des conditions climatiques.

19. Les échanges avec l'extérieur ont progressé de 14 % en 1979, contre 10 % en 1978. En cours d'année, la part des échanges avec les pays industrialisés de l'Ouest s'est montée à 25,7 milliards de roubles, soit plus de 30 %. Les exportations ont progressé de 44 %, sous l'effet de la flambée des cours du pétrole et de l'or. Dans le même temps, les importations n'augmentaient que de 20 %. Dans ces conditions, le déficit du commerce soviétique avec l'Ouest industrialisé a été ramené à 0,7 milliard de roubles en 1979, contre 2,3 milliards en 1978.

20. Les échanges de l'URSS avec ses partenaires du CAEM ont augmenté au rythme de 7 % environ en 1979, atteignant un total de 41,7 milliards de roubles, qui laisse subsister un excédent de 1,7 milliard de roubles en faveur de l'Union soviétique. Le commerce avec la Chine n'a porté que sur 332 millions de roubles, 2 % environ en dessous du niveau de 1978. Les échanges soviétiques avec le Tiers monde ont augmenté de 9,5 milliards de roubles en 1979. Cette région qui absorbe déjà 17 % environ des exportations soviétiques a ainsi dégagé en faveur de l'URSS un excédent commercial de 3,1 milliards de roubles.



N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

21. Au cours des quatre premiers mois de 1980, la production industrielle soviétique aurait augmenté de 5 % et la productivité du travail de 4 %, ce qui dépasse, dans les deux cas, le rythme prévu pour l'ensemble de l'année. Toutes les industries, à l'exception de celles du papier et de la pâte à papier, ont atteint ou dépassé les niveaux de production prévus qui, dans certains secteurs, y compris l'automobile, les produits chimiques et les instruments de contrôle, étaient, selon les évaluations, de 6 à 8 % supérieurs à ceux des quatre premiers mois de l'année précédente. Avec une augmentation très nette par rapport aux volumes enregistrés pendant la période correspondante de l'année dernière, la production d'engrais minéraux (plus 17 %) et de téléviseurs couleurs (plus 25 %) témoigne de l'intérêt accru que porte le gouvernement à la satisfaction des besoins du consommateur. Dans le secteur d'Etat, la production de viande était, avec 2,7 millions de tonnes, de 3 % supérieure à celle de janvier-avril 1979 ; il a toutefois été indiqué que le poids du bétail à l'abattage, porcins compris, avait été nettement inférieur à la moyenne de ces dernières années, ce qui pourrait signifier qu'au moins une certaine quantité de bêtes ont été abattues prématurément. La production de pétrole, de charbon, de gaz et d'électricité aurait atteint les objectifs fixés par le plan ; dans les deux derniers cas, elle a dépassé respectivement de 7 et de 6 % celle des quatre premiers mois de 1979. Si la production pétrolière se poursuit au rythme actuel, elle accroîtra de 1 % par rapport à 1979 mais elle sera de 15 millions de tonnes inférieure aux 606 millions prévus pour l'année, soit plus du double du déficit enregistré en 1979.

B. SECTEURS ECONOMIQUES PRESENTANT UN INTERET PARTICULIER

(a) Energie

22. Sauf dans le cas du gaz naturel, l'augmentation de la production des principales sources d'énergie a poursuivi en 1979 un fléchissement général par rapport aux exercices précédents, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après (1) :

Augmentations de la production d'énergie (en pourcentage)

	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1979</u> <u>Prévi-</u> <u>sions</u>	<u>1980</u> <u>Prévi-</u> <u>sions</u>
Pétrole	7,0	6,1	5,0	4,8	2,4	3,7	3,4
Gaz	11,0	11,0	7,8	7,5	9,4	18,6	6,9
Charbon	2,5	1,6	1,4	0,1	-0,6	4,0	3,6
Electricité (total)	6,4	6,9	3,5	4,5	3,0	5,2	4,5

23. L'augmentation de la production, qu'il s'agisse du pétrole, du charbon ou de l'électricité, a été inférieure au plan, et la révision en baisse des objectifs de 1980 par rapport aux niveaux fixés l'année précédente pour ces trois sources d'énergie, laisse entrevoir que le développement de la production connaîtra cette année encore des difficultés. Même l'objectif assigné pour 1980 à la production de gaz naturel a été abaissé par rapport à l'année précédente, en raison peut-être de retards

(1) Voir également Tableau 2, Annexe II.

C-M(80)31

- 10 -

prévus dans la pose de pipe-lines ou coupures dans les expéditions de gaz, l'Iran ayant interrompu les travaux de construction du gazoduc de gaz naturel IGAT-1 (1).

24. La production de charbon est tombée très en deça des prévisions durant les intempéries qui ont marqué 1979, et n'est jamais remontée depuis. Cette carence a freiné la production des centrales électriques fonctionnant au charbon. La production d'électricité est également ralentie, les nouvelles capacités, nucléaires pour une bonne part, n'ayant pas été installées à temps. La mise en place de capacités considérablement accrues prévue pour 1980 devrait permettre de surmonter partiellement cette pénurie ; les résultats des quatre premiers mois de 1980 semblent indiquer que l'URSS respectera les objectifs de production d'électricité pour l'année.

25. De même, la production pétrolière a été inférieure de quelque 7 millions de tonnes à l'objectif fixé pour 1979 : alors qu'une augmentation de 3,7 % était prévue, la production n'a en fait progressé que de 2,4 %. A l'origine de ces difficultés se trouvent parfois de simples erreurs de gestion. Dans l'industrie pétrolière et dans l'industrie du charbon, on fait aussi état de retards dans l'installation de capacités nouvelles, d'utilisation peu rationnelle des technologies de haute productivité, d'une médiocre organisation de la production, de négligences et d'indiscipline. On incrimine là aussi l'abus de paperasserie, la trop grande fréquence de réunions inutiles et l'insistance exagérée accordée aux performances d'équipes individuelles. Il arrive parfois que des associations de production utilisent des équipes de forage uniquement parce qu'elles se trouvent sur place, de façon à produire des résultats plus impressionnants sans se soucier de savoir si de tels efforts ne s'appliqueraient pas mieux ailleurs. Aussi bien les forages en cours n'entraînent-ils dans certains cas qu'une faible amélioration du taux de récupération.

26. Outre les erreurs de gestion, certains facteurs techniques limitent l'accroissement de la récupération de pétrole en Union soviétique. Un éminent chercheur soviétique affirmait récemment que les gisements pétroliers soviétiques étaient surforés et surexploités.

(1) En vertu d'un contrat signé en 1975, l'URSS devait servir d'intermédiaire pour la vente de gaz iranien à l'Europe occidentale : pour ce faire, elle devait importer d'ici à 1984 via IGAT-2 17 milliards de mètres cubes de gaz naturel iranien par an, pour sa propre consommation, principalement celle du Caucase où les réserves de gaz s'épuisent, et exporter 11,4 milliards de mètres cubes par an vers l'Europe occidentale et 3,6 milliards de mètres cubes vers la Tchécoslovaquie. Le solde de 2 milliards de mètres cubes aurait représenté une partie des droits de transit dus à l'URSS. D'après les indications actuelles, les travaux reprendront si l'URSS accepte d'acquitter un prix nettement supérieur pour le gaz livré par ce pipe-line.

Autrefois, les augmentations de production provenaient autant, selon lui, d'un espacement optimum des puits que de l'utilisation de techniques d'injection d'eau. Comme désormais l'on met l'accent sur une exploitation complète des réserves existantes, la production par puits sur les anciens gisements ne cesse de décliner. Dans ces conditions, il faut mettre rapidement en valeur les réserves potentielles de l'URSS, considérables bien que situées pour une bonne part dans des régions d'accès difficile de Sibérie, pour empêcher la production pétrolière d'atteindre son maximum dans un avenir assez rapproché pour retomber par la suite. On pourrait aussi exploiter plus efficacement les réserves existantes en faisant appel à des technologies de pointe. Quelle que soit, cependant, l'hypothèse retenue, d'énormes apports de capitaux et probablement des importations de technologie occidentale seront indispensables.

(b) Agriculture

27. Malgré une campagne agricole dans l'ensemble décevante, la récolte de coton a battu en 1979 le record historique de 9,2 millions de tonnes, ce qui devrait permettre à l'URSS d'exporter jusqu'à 1 million de tonnes, pour une valeur de un milliard de roubles environ. La récolte de pommes de terre a également été satisfaisante, avec 89 millions de tonnes, soit 3,5 % de plus que la moyenne de 1976-1978. La production d'oeufs et de laine a pareillement augmenté en 1979 par rapport à 1978, tandis que la production de viande se maintenait pratiquement au niveau de l'exercice précédent, et que la production de lait diminuait légèrement. Tout bien considéré, ces résultats dénotent des progrès généralisés dans la plupart des secteurs de l'élevage.

28. Il est en revanche indéniable que la récolte céréalière de 1979 compromise par les intempéries a eu de graves répercussions pour la croissance de l'économie tout entière, et qu'elle a en particulier menacé l'ambitieux programme d'élevage qui se propose d'augmenter de un tiers d'ici à 1985 la part de protéines d'origine animale dans le régime moyen du citoyen soviétique. Pour remplacer ses réserves de grains déjà modestes, l'URSS a en 1979 signé avec les Etats-Unis en particulier, un contrat d'importation de quantités considérables de céréales fourragères, qui devait lui fournir 25 millions de tonnes. Par suite de l'embargo décrété par les Etats-Unis au début de 1980, les livraisons de grains n'ont pas dépassé les 8 millions de tonnes pendant la campagne 1979-1980 ; dans les premiers mois de l'année il apparaissait cependant que l'URSS avait trouvé d'autres fournisseurs, notamment en Argentine, pour combler une part substantielle de son déficit céréalier.

29. Quant à la production de viande, elle a augmenté de 13 % en janvier-février 1980 par rapport à la même période de l'exercice précédent, ce qui donne à penser à des abattages par nécessité. Quoi qu'il en soit, le cheptel soviétique ne connaîtra probablement pas d'augmentation perceptible en 1980, et risque même de diminuer, notamment dans le cas des porcins et de la volaille. Si la récolte de 1980 était de nouveau compromise, la production de viande et le cheptel risquent de reculer encore en 1981.

C-M(80)31

- 12 -

30. D'après les premières indications parvenues en 1980, la teneur en eau des grains serait bonne et les surfaces emblavées en céréales d'hiver auraient été étendues de 15 % en 1979-1980 par rapport à 1978 ; les variétés d'hiver ont en général un rendement deux fois plus élevé que celui des variétés de printemps. Bien qu'il soit trop tôt pour prédire avec certitude les résultats de la campagne, l'URSS a donc quelque chance de récolter assez de céréales cette année pour éviter une réduction excessive de son cheptel et peut-être même pour commencer à reconstituer ses réserves.

31. Le gouvernement soviétique continue de diriger le quart de ses investissements en capital vers le secteur agricole, et les plans de 1980 ne font pas exception à la règle. Les investissements doivent atteindre 37 milliards de roubles, sur un total de 135,3 milliards. L'augmentation de la part de l'agriculture dans ces investissements (4,8 %) est donc plus importante que pour toutes les autres branches d'activité réunies (3,5 %). Près de 8 milliards de roubles sont destinés à des travaux d'irrigation et de bonification des sols ; en plus, l'attention se porte tout particulièrement sur la mise en valeur des terres qui ne sont pas constituées de sols noirs.

(c) Industrie

32. La plupart des secteurs industriels ont connu en 1979 une baisse de production, attribuable dans une large mesure aux interruptions de livraisons et aux pannes d'électricité consécutives aux rigueurs de l'hiver. L'insuffisance des transports a été particulièrement perceptible, même en dehors des défaillances dues aux conditions climatiques.

33. Malgré la stagnation générale, certains des secteurs industriels ont enregistré en 1979 des résultats nettement supérieurs à ceux de l'année précédente : machines-outils pour le travail du métal, forges et presses, matériels de fonte et de laminage pour l'acier, appareils de précision - tous secteurs essentiels pour promouvoir le progrès technologique et réaliser des gains de productivité. La production de turbines, indispensable pour la production d'électricité, a également dépassé de plus de 10 % la capacité totale de 1979, de même que la production de moteurs électriques, dont il y a une pénurie chronique en URSS. L'équipement chimique a également progressé de plus de 4 % en valeur. Enfin, le nombre d'automobiles et de camions ainsi que de pneumatiques sortis d'usine a augmenté, preuve de progrès durables dans la construction automobile.

34. En revanche, on peut constater de sérieux reculs de la production dans d'importants secteurs industriels, notamment dans le cas des produits et substances chimiques, du bois, de l'acier et du ciment. Des difficultés sont donc à prévoir dans les industries

connexes comme la fabrication d'engrais et de pesticides, de matières plastiques et d'autres produits synthétiques, la production du papier et d'autres produits du bois, ainsi que dans la livraison de matériaux de construction. Une nouvelle baisse de production a été constatée pour les locomotives diesel et les locomotives électriques ainsi que pour les wagons de marchandises, malgré l'état généralement médiocre de ce type de matériel roulant.

35. Pour les biens de consommation, les baisses dont il est fait état sont peut-être moins lourdes de conséquences, dans la mesure où elles correspondent à l'ajustement de certaines lignes de production en fonction d'un fléchissement de la demande. De même, certaines variations prononcées, comme c'est le cas par exemple pour la valeur de la production de porcelaine et de verrerie, peuvent s'expliquer en partie par des fluctuations de prix. La timide apparition des téléviseurs couleur s'accroît, passant de 1,4 million d'appareils en 1978 à 1,8 million en 1979. Il n'empêche que l'augmentation de la production de biens de consommation dans son ensemble, comme dans le cas des produits industriels, n'a atteint que 60 % environ de l'expansion prévue.

36. Indépendamment des difficultés climatiques et de l'insuffisance des transports, le tassement de la production industrielle paraît dû essentiellement aux facteurs habituels : manque d'efficacité de la production (1), manque de coordination, apathie des travailleurs, retard dans l'adoption de technologies nouvelles et dans la mise en place de nouveaux moyens de production. Malgré l'amélioration signalée en 1979 en ce qui concerne les chantiers inachevés qui tient peut-être pour une part à une forte réduction des investissements nouveaux, d'importantes insuffisances sont néanmoins relevées dans la construction d'installations. Deux cinquièmes environ des installations et unités de production qui auraient dû entrer en service en 1979 n'étaient pas encore achevées en fin d'année. De tels échecs peuvent à leur tour s'expliquer par les pénuries d'approvisionnement, les difficultés de transport, le désintérêt des travailleurs et le fait que les chantiers se situent de plus en plus dans des régions relativement inaccessibles.

37. Pour remédier à certaines insuffisances, la direction a annoncé en juillet 1979 une série de réformes visant à améliorer les méthodes de planification, à encadrer plus rigoureusement les investissements et à récompenser par des stimulants matériels l'efficacité et la qualité. Dans un discours prononcé le 27 novembre 1979 devant

---

(1) C'est ainsi que près du tiers des laminés consommés sont transformés en déchets et ferrailles, puis refondus.

le plénum du Comité central, M. Brejnev s'en est pris vigoureusement au manque d'efficacité dans l'ensemble de l'économie. Critiquant notamment neuf ministres, il a attribué le ralentissement de la croissance économique à l'inertie, aux intérêts locaux et au manque de productivité. Tout en mettant en lumière les maux économiques actuels, il indiquait dans son discours la conception que se font actuellement les planificateurs économiques soviétiques des priorités de développement pour les années 1980 (1).

38. A long terme, on peut considérer que le problème central de l'Union soviétique est de relever la productivité du travail - la production par homme-heure. Après avoir consenti des investissements énormes pour y parvenir, les dirigeants soviétiques ont cependant dû constater que la productivité du travail industriel n'était pas à la hauteur des objectifs de croissance fixés d'année en année pour le quinquennat en cours. L'année 1979 a été particulièrement décevante à cet égard : la productivité du travail industriel a progressé de 2,4 % - la moitié du taux prévu. Cet échec tient probablement en partie aux intempéries et aux interruptions dans les approvisionnements de matières premières. Etant donné le ralentissement de l'accroissement de la productivité du travail, il est douteux que le relèvement de 3,8 % prévu pour 1980 se réalise.

39. Indépendamment des investissements, l'augmentation de la productivité du travail dépend aussi d'une utilisation rationnelle et efficace de la main-d'oeuvre, qui fait largement défaut en URSS. Ce problème prend de plus en plus d'acuité avec le tarissement des réserves de main-d'oeuvre et la propension croissante des travailleurs d'usine à changer fréquemment d'emploi lorsqu'ils sont mécontents, assurés qu'ils sont de ne pas s'exposer au chômage. Dans une tentative pour remédier aux pénuries croissantes de main-d'oeuvre et pour améliorer la discipline dans le monde du travail, l'URSS a adopté, en 1979, deux résolutions - l'une pour encourager l'emploi des retraités et l'autre, pour réduire la rotation de la main-d'oeuvre. Ce dernier décret offre de meilleures conditions de logement et de congé annuel aux travailleurs qui gardent le même emploi, et majore les pensions de ceux qui ont fait carrière pendant 25 ans sans interruption. Il prévoit en outre des sanctions pour les travailleurs qui changent d'emploi plus d'une fois par an sans raison valable. Le code du travail a, en outre, été amendé pour porter à un mois le délai de préavis, en cas de démission, qui était auparavant de deux semaines.

---

(1) Voir en Annexe I le résumé et l'analyse de ce discours.

(d) Transport

40. Les chemins de fer soviétiques ont eu des performances particulièrement médiocres en 1979, en raison du temps, mais sans doute plus encore de pénuries de main-d'oeuvre et d'erreurs de planification et de gestion. Bien que la longueur totale du réseau ferroviaire ait été étendue de 5 % environ (1), soit quelque 700 kilomètres, le transport de fret a subi une baisse de 81,5 millions de tonnes, soit un recul de 2,2 %. Conscients de cette faiblesse, les planificateurs soviétiques accordent plus d'attention à l'amélioration des performances pour 1980 : le volume du fret ferroviaire devrait progresser de 4,1 %. A cet effet, près d'un tiers des 26 milliards de roubles alloués aux transports et aux communications pour 1980 est réservé au développement des chemins de fer. Ces crédits seront affectés en partie à la construction de nouvelles voies et d'itinéraires secondaires, à l'électrification de 1.300 km de voies, c'est-à-dire deux fois plus qu'en 1978, et à la mise en service d'équipements automatisés. Un tronçon de 400 km viendra compléter les 1.500 km déjà achevés sur la ligne BAM. De plus, on continuera à s'efforcer d'éliminer les trajets inutiles, de rationaliser les opérations de chargement et de déchargement, et d'accélérer le trafic ferroviaire.

41. La capacité de la flotte marchande soviétique, qu'il s'agisse de navigation intérieure ou de navigation océanique, et la capacité de l'aviation commerciale ont continué d'augmenter en 1979, tandis que le réseau de pipe-lines maintenait sa croissance spectaculaire.

(e) La situation du consommateur

42. L'accroissement du revenu réel par habitant s'est maintenu sur une courbe descendante en 1979, ce qui donne à penser que le consommateur soviétique subit à son tour l'effet de l'inflation. Sans doute, la hausse des prix a-t-elle été particulièrement sensible sur les marchés où la population s'approvisionne en produits provenant de parcelles privées, très demandés en raison des résultats généralement médiocres de la campagne agricole. Les transactions au marché noir et la spéculation ont sans doute également continué à aggraver la pression sur les dépenses de consommation : en effet, le ministre du commerce intérieur, M. Struyev, dans une longue

---

(1) Parmi les nouveaux itinéraires, une liaison construite selon l'écartement soviétique a été ouverte entre l'URSS et la Pologne, portant à huit le nombre de voies stratégiques à grande capacité reliant l'URSS à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à la RDA.

C-M(80)31

- 16 -

allocution télévisée de septembre 1979, a évoqué ces problèmes en particulier et promis une action gouvernementale résolue pour y faire face et maintenir la stabilité des prix. On estime à 6 % environ par an la hausse des prix pratiqués dans le secteur réglementaire et dans le secteur privé clandestin - ce qui provoque une érosion de l'élévation du niveau de vie qu'entraînerait sinon l'augmentation du revenu réel.

43. Même sur le marché des biens de consommation qui est réglementé par l'Etat, le prix d'un certain nombre d'articles a été majoré en juillet 1979 : 18 % pour les automobiles ; 30 % pour le mobilier d'importation et 10 % pour le mobilier de fabrication soviétique ; 50 % en moyenne pour les tapis, les fourrures et les articles en métaux précieux, 40 % pour la bière vendue dans des lieux publics. Destinée, selon certaines déclarations, à aligner sur les possibilités d'approvisionnement la demande d'articles de luxe fort sollicités, la ronde des augmentations de prix a succédé à deux autres trains de hausses en trois ans. En janvier 1977, c'est le prix des tapis, de la soie, du cristal, des livres, de la confection, des taxis et des voyages aériens ou maritimes qui avait été relevé ; en mars 1978, on annonçait que le prix de l'essence serait multiplié par deux environ et le cours du café pratiquement triplé. En bref, la tendance générale semble être à une hausse sélective des prix d'articles jugés non indispensables, mais faisant néanmoins l'objet d'une forte demande, tantôt à titre d'investissement personnel, tantôt à titre de substitut à l'épargne.

44. Il ne fait aucun doute qu'à l'origine des augmentations de prix officiels se trouve notamment le désir du gouvernement d'éponger une partie de l'importante masse d'épargne de la population. Chiffrée à 131 milliards de roubles à la fin de 1978, l'épargne des ménages a continué à s'accumuler au rythme de 1 milliard de roubles environ par mois, pendant toute l'année 1979, constituant un excédent considérable de pouvoir d'achat de nature à favoriser le marché noir. Des rumeurs ont circulé en 1979 au sujet d'une réévaluation du rouble qui aurait absorbé une bonne partie de ce pouvoir d'achat potentiel, mais jusqu'ici elles ne se sont pas vérifiées.

45. Les salaires mensuels, principale source de revenu du consommateur, ont poursuivi leur augmentation régulière en 1979, pour atteindre 163,5 roubles, soit une hausse de 2,2 % par rapport à 1978. Cette augmentation provient en partie du fait que le gouvernement a finalement tenu en 1979 la promesse qu'il avait faite aux travailleurs du secteur des services ; ainsi 31 millions de travailleurs d'usines et d'employés de bureau du secteur "non productif" ont bénéficié d'une majoration de salaires. Les salaires moyens dans l'industrie doivent progresser de 2,3 % pour atteindre 167,3 roubles en 1980.



46. Etant donné que les augmentations du salaire nominal sont en grande partie, soit économisées, soit utilisées sur les marchés parallèles, elles n'entraînent pas l'amélioration escomptée du commerce de détail. En 1979, comme les deux années précédentes, le chiffre d'affaires du commerce de détail était inférieur à l'expansion prévue. La vente d'articles courants - machines à laver, aspirateurs, réfrigérateurs et téléviseurs - a même été inférieure aux chiffres de 1978, peut-être parce que le consommateur recule devant la qualité de ces articles.

47. Conscient qu'il doit offrir des biens de consommation attrayants afin de stimuler le moral des travailleurs, le gouvernement compte mettre davantage l'accent sur la production de biens de consommation en 1980. La construction d'installations pour l'industrie légère, produisant surtout des biens de consommation, doit progresser de 55 % et, pour la première fois depuis 1972, la production de l'industrie légère doit se développer au même rythme que celle de l'industrie lourde.

48. Simultanément, le gouvernement compte étendre en 1980 les services sociaux en faveur de la population - soins de santé, instruction publique et organismes culturels. Plus d'un tiers des dépenses de l'Etat continueront d'être dirigées en 1980 vers les services sociaux et culturels, alors que le volume des ventes des services du consommateur doit progresser de 7,3 %. En d'autres termes, ce que le gouvernement ne peut donner au consommateur sous forme de biens matériels, il semble vouloir le lui donner sous forme de services supplémentaires.

(f) Commerce extérieur

49. Bien que ne représentant encore que 4 % des échanges mondiaux, le commerce extérieur prend, depuis quelques années une importance croissante dans l'économie soviétique. En 1979, l'ensemble des échanges entrant pour l'équivalent de près de 20 % dans le revenu national soviétique, contre moins de un dixième en 1970. Depuis, 1970, le commerce extérieur s'est dans l'ensemble soldé par un excédent ; de légers déficits n'ont été enregistrés qu'en 1972 et 1975 - 1976. L'année 1979 s'est marquée par un nouvel excédent, les exportations dépassant les importations de 4,5 milliards de roubles (1)

50. Comme ces dernières années, le gros de l'excédent de 1979 correspondait aux échanges de l'Union soviétique avec les pays en développement, qui entrent pour 12 % environ dans le total

---

(1) Voir tableau 3, Annexe II

C-M(80)31

- 18 -

des échanges soviétiques. Les exportations vers le Tiers Monde ont dépassé de 3,1 milliards de roubles les importations. Elles ont été portées de 3,3 milliards de roubles en 1975 à 6,3 milliards en 1979, représentant alors 15 % des exportations soviétiques.

51. Quant aux courants avec les pays industrialisés, de l'Ouest, ils ont retrouvé en 1979 leur position de 1975, s'adjudant près de un tiers de l'ensemble du commerce extérieur soviétique. En 1979, l'Union soviétique avait même réduit considérablement son habituel déficit commercial avec l'Ouest industrialisé : 0,7 milliard de roubles contre 2,3 milliards en 1978 et 3,6 milliards, chiffre record enregistré en 1975. Bien que les importations en provenance de l'Ouest industrialisé aient continué leur progression dépassant de plus de deux milliards de roubles le niveau de 1978, cette augmentation a été largement effacée par le bond de près de 4 milliards de roubles des exportations, apparemment dû pour une large part, au renchérissement du pétrole qui, en 1978, a fourni à l'URSS la moitié des recettes en devises convertibles de sa balance des marchandises soit \$ 6 milliards environ. En 1979, le total des exportations soviétiques vers l'Ouest industrialisé s'est monté à 12,5 milliards de roubles, l'équivalent de \$ 19 milliards environ, permettant de réduire de \$ 1 milliard environ la dette brute en devises fortes - actuellement évaluée aux alentours de \$ 16 milliards.

52. Le commerce de l'URSS avec ses partenaires du CAEM s'est replié en 1979 sur sa position de 1975 - 52 % du total des échanges extérieurs de l'Union soviétique contre 56 % en 1978. L'excédent avec cette zone a regagné le niveau record de 1977, avec 1,7 milliard de roubles, grâce en partie à l'augmentation des recettes pétrolières. L'URSS s'efforce d'équilibrer son commerce à l'intérieur du CAEM en encourageant les autres pays membres à lui vendre davantage. Parmi les partenaires commerciaux du CAEM, avec lesquels l'Union soviétique a enregistré un excédent en 1978, se trouvent l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Mongolie et Cuba ; c'est probablement à ces pays qu'elle doit le gros de son excédent pour 1979.

53. En 1979, l'URSS a également enregistré un excédent de un demi-milliard de roubles avec les pays communistes non-membres du CAEM gonflant ainsi de 2 milliards de roubles ses recettes d'exportation.

54. Les importations de machines et outillages qui se sont montées en 1979 à 14,4 milliards de roubles, soit un tiers environ du total des importations, se composaient principalement d'équipements chimiques

(1,8 milliard de roubles) et de navires (1,2 milliard de roubles). Les achats d'outillages aux pays industrialisés de l'Ouest représentaient 4,5 milliards de roubles (\$ 6,8 milliards) dont 1,4 milliard pour des tubes d'acier de divers diamètres. Des sommes considérables ont également été investies dans les importations de céréales - plus importantes que d'habitude en raison de la mauvaise récolte. En 1979, les exportations soviétiques de machines se sont chiffrées à 7,4 milliards, elles étaient surtout dirigées vers l'Europe de l'Est.

55. Dans l'ensemble, l'Union soviétique continue de s'en remettre aux exportations pétrolières pour financer les achats de machines et d'outillages dont elle a besoin et de céréales fourragères lorsque la récolte est mauvaise. Etant donné le fléchissement probable dans les années 1980 de la production pétrolière destinée à l'exportation - qui pourrait néanmoins continuer de lui rapporter des sommes appréciables si les prix poursuivent leur envolée, - l'URSS misera peut-être davantage sur la hausse du cours de l'or - dont elle a retiré \$ 4 milliards environ en 1979, des armes et d'autres matières premières.

III. BULGARIE

SITUATION GENERALE

56. En 1979, la Bulgarie a connu la plus forte croissance du PMN produit (1) de tous les pays d'Europe de l'Est : 6,5 %. Bien que ce taux soit inférieur aux prévisions (7,0 %) et susceptible de révision - normalement en baisse - une fois connus les chiffres définitifs, la direction a de puissantes raisons de se féliciter d'un niveau si élevé en cette année de récession économique dans le monde en général et dans tous les autres pays socialistes, à l'exception de la Roumanie, en particulier. Pourtant la croissance soutenue revendiquée par Sofia est plus fictive que réelle. En fait, au cours des trois dernières années pour lesquelles on dispose de données comparables (1976-1978) la dynamique du PMN produit s'est écartée sensiblement de celle de la consommation et des investissements réunis, c'est-à-dire du PMN utilisé. Si l'on admet que la somme de la consommation et des investissements est un étalon de mesure plus réaliste, on obtient pour la Bulgarie un taux de croissance d'environ 2 % qui cadre beaucoup mieux avec la situation d'un pays pauvre en matières premières, ce facteur constituant un frein considérable pour la plupart des économies nationales. En bref, les signes d'un ralentissement général de l'activité économique sont indéniables et le taux de croissance du PMN produit est parfaitement illusoire.

REALISATIONS ECONOMIQUES

57. Le communiqué publié sur la réalisation du plan ne donnait que très peu de chiffres pour 1979, tous inférieurs aux objectifs. Le revenu réel par habitant a progressé de 2 % (plan : 3,2 %) si bien que pour la période 1976-1979 du quinquennat en cours (1976-1980), la croissance de cet indicateur (2) aura été de 2,3 % en moyenne (3). C'est apparemment le moins que puisse faire Sofia en faveur de la population sans renier ses propres objectifs et susciter un climat de tension. Pour maintenir une élévation aussi modeste du niveau de vie, il a fallu freiner le taux d'accumulation et d'investissements fixes au point que l'on ne peut plus prétendre que la Bulgarie poursuit

---

(1) Produit matériel net

(2) Le revenu réel par habitant est le meilleur indicateur du bien-être du consommateur, car il tient compte, entre autres choses de la consommation privée et de la consommation sociale.

(3) Pour ce qui est du bien-être du consommateur, le taux d'inflation est évalué à 4 % pour 1979. Il a été surtout influencé par les relèvements de prix annoncés en novembre 1979.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 21 -

C-M(80)31

une politique "d'industrialisation forcée" comme c'était le cas jusqu'au début des années 1970. En 1979, par exemple, les investissements fixes n'auraient progressé que de 0,4 % contre 2,0 % prévus, tandis que le compte global d'accumulation (1) a baissé de 4,7 % en moyenne par an de 1976 à 1978.

58. Le silence même des autorités sur les résultats obtenus pour les principaux indices sectoriels - comme la production agricole ou industrielle - pour lesquels on ne dispose que d'estimations préliminaires (et peu sûres) de source officielle - est symptomatique de la situation. Les éléments d'information effectivement publiés en apportent confirmation, comme dans le cas du bâtiment, où l'augmentation aurait été de 3,5 %, contre 5,7 % prévus et où il n'a apparemment été livré que 71.300 logements nouveaux (Plan : 82.500).

COMMERCE EXTERIEUR

59. Le commerce extérieur (on ne dispose pas de données distinctes pour les importations et les exportations) s'est développé au rythme de 11,4 % (Plan : 9,0 %), mais probablement cette évolution s'explique par un taux d'inflation plus élevé que prévu des prix internationaux. Le tourisme a connu une augmentation de 5,2 % et plus de cinq millions d'étrangers se sont rendus en Bulgarie, où leurs dépenses ont probablement contribué à alléger dans une certaine mesure la situation de change qui était très tendue.

60. Il apparaît néanmoins d'après les meilleures indications disponibles que de graves difficultés de la balance commerciale ont obligé Sofia à réduire le rythme de la croissance nationale, et à tout mettre en oeuvre pour freiner les importations et développer les exportations. C'est cette politique qui a été appliquée non seulement aux échanges avec l'Ouest, qui s'étaient soldés par un déficit cumulé de \$ 3 milliards à la fin de 1978, mais aussi aux échanges avec l'Union soviétique, premier partenaire commercial de la Bulgarie (54 % de l'ensemble des échanges) et son principal fournisseur de matières premières. Selon toutes probabilités, les Soviétiques auraient fait comprendre à la Bulgarie qu'elle ne peut compter sur l'aide indéfinie et illimitée de Moscou, sous forme de déficits commerciaux permanents. Il se pourrait qu'une tension

---

(1) Le compte d'accumulation représente l'ensemble des investissements, y compris les investissements nouveaux de capital fixe, les gros entretiens et les augmentations de stocks, compte non tenu de l'amortissement

C-M(80)31

- 22 -

réelle, bien que déguisée ait surgi de ce fait entre les deux pays, surtout lors de la négociation du protocole commercial de l'an passé. Dans l'ensemble, les paiements et la dette extérieurs continuent de limiter fortement les possibilités d'expansion à court terme de l'économie bulgare bien que le pays soit parvenu à ramener son coefficient du service de la dette à 36 % en 1979.

PERSPECTIVES D'AVENIR

61. D'autres contraintes que celle du commerce extérieur et de la dette hypothèquent plus lourdement le long terme : la pénurie de matières premières (particulièrement de pétrole) et de main-d'oeuvre, qualifiée ou non. En fait, toutes les augmentations récentes du P<sub>MN</sub> produit sont dues à un relèvement de la productivité du travail (qui aurait progressé de 6,5 % en 1979) puisque la population active reste stagnante en raison de la faible croissance démographique et de l'allongement de la scolarité. On ne peut pourtant tenir pour acquis que la productivité du travail augmentera à un rythme constant : depuis 1975, la tendance est à la baisse et une évolution analogue est constatée dans des économies socialistes plus avancées comme celle de l'Union soviétique. Ceci suppose que des facteurs de ralentissement sont à l'oeuvre et réduiront finalement à zéro la croissance par habitant, en l'absence de réformes capables d'inverser la tendance. De ce fait, toute tentative d'accélération de la croissance qui ne s'accompagnerait pas de réformes ne peut que contrecarrer les efforts déployés actuellement pour équilibrer les échanges avec l'Ouest et l'Est et aggraver la charge de la dette extérieure. La relance de la consommation, en cette période de marasme, entraînera un fléchissement de l'accumulation de capital et finalement un ralentissement de l'expansion générale. La plus grande incertitude plane sur la manière dont Zhivkov résoudra ce dilemme. Il est évident en revanche - à supposer que la présente analyse soit correcte - que l'économie bulgare est probablement plus faible qu'on ne le supposait jusqu'ici.

IV. TCHECOSLOVAQUIE

SITUATION GENERALE

62. En 1979, l'économie tchécoslovaque a enregistré des taux de croissance extrêmement faibles ; elle n'a pu tenir les objectifs fixés dans de nombreux secteurs. Le revenu national n'a progressé que de 2,6 % par rapport à 1978, bien en deçà des 4,3 % prévus. La croissance n'a été que de 3,7 % pour la production industrielle, et 20 % des entreprises ne sont pas parvenues à se conformer aux directives. L'investissement a augmenté de 1,6 % contre 6,6 % l'année précédente.

ACTIVITE INDUSTRIELLE

63. Afin de permettre de faire face à la hausse du prix des céréales de l'énergie et des matières premières d'importation, les produits manufacturés tchécoslovaques doivent pouvoir soutenir la concurrence sur les marchés occidentaux. Il importe que le pays accède plus rapidement aux technologies occidentales, non seulement pour préserver des ressources pour son industrie, mais aussi pour produire des articles d'exportation plus évolués plus modernes et plus concurrentiels. Le marché de l'emploi est resserré pour le moment et le restera au moins jusqu'en 1985, étant donné la forte proportion de personnes ayant dépassé l'âge actif. L'augmentation de la productivité du travail dans l'industrie qui a été de 2,9 % en 1979 est inférieure à l'objectif (3,3 %) et une progression aussi modérée ne permet pas de compenser la hausse de 2,8 % des salaires, qui a porté les salaires mensuels moyens à environ Kc 2.580. Le pouvoir d'achat subit une certaine érosion du fait de la hausse des prix et de l'inflation. L'"opération complexe" lancée en 1978 en vue d'augmenter l'efficacité et la qualité a remporté un certain succès ; pourtant une seule réforme importante - en matière de planification - sera introduite en 1981. Des plans quinquennaux plus complets et plus détaillés, définiront les lignes directrices de la production, les plans annuels étant considérés comme autant de subdivisions de l'ensemble. Les grandes unités de production (VHJ) ou conglomérats industriels bénéficieront d'une plus large indépendance en matière de gestion, malgré un renforcement de la direction centrale et des contrôles extérieurs sur la production. Cette nouvelle politique est destinée à faciliter la recherche et le développement, et à accélérer l'adaptation de technologies nouvelles. La gestion est fréquemment critiquée dans les déclarations officielles et il faut espérer que grâce aux admonestations répétées et aux menaces de remplacement

du personnel incompetent, la situation se redressera. Le plan pour 1980 insiste fortement sur l'expansion des industries mécaniques. L'une des faiblesses de cette branche d'activité est la teneur excessive en métal des machines-outils. L'accent est mis désormais sur la fabrication de machines plus légères, et plus fonctionnelles, afin d'économiser le métal ainsi que de suivre la technologie moderne.

AGRICULTURE

64. La production agricole brute a baissé de 3,9 % en 1979 par rapport à 1978, en raison surtout des rigueurs de l'hiver auquel ont succédé les sécheresses du printemps. Avec 9,2 millions de tonnes, la campagne céréalière est inférieure de 19 % aux objectifs et en baisse de 1,7 million de tonnes par rapport aux chiffres correspondants de 1978. La récolte de maïs a été supérieure de 10 % aux prévisions, mais le déficit global a obligé à importer 2,5 millions de tonnes de céréales pour reconstituer les stocks de fourrage. Les oléagineux ont donné des résultats particulièrement décevants en 1979, en recul de 1/3 par rapport à 1978 et de 40 % par rapport aux objectifs. Le gouvernement tchécoslovaque a dû importer des céréales et des graines oléagineuses afin de remédier au déficit provenant du décalage de la production céréalière globale par rapport au plan (87,8 %). Le pays ne pourra pas davantage exporter ses produits traditionnels - houblon, sucre et malt de brasserie - dans les mêmes proportions.

65. L'approvisionnement de la population en denrées alimentaires de base a été maintenu et a même progressé de 2 % par rapport à 1978, bien que le choix de produits carnés risque de se réduire en raison des difficultés d'affouragement. La production de viande a augmenté de 3 % dans l'ensemble, mais seul l'industrie de la volaille a été conforme aux plans, car la production animale a été inférieure de 1,5 % aux objectifs. La contraction du marché de la viande intervient au moment où la population, accoutumée à une amélioration progressive de l'offre, a augmenté sa consommation.

66. Le plan pour 1980 prévoit un accroissement de 7,2 % de la production agricole brute, dont 16,9 % pour la production végétale. Le plus difficile sera de porter la production céréalière à 11 millions de tonnes et d'augmenter le nombre de bovins de 1,1 %, afin d'assurer l'approvisionnement en lait et en viande du pays.



COMBUSTIBLES ET ENERGIE

67. La perspective d'une réduction des livraisons de pétrole et de gaz soviétique pose à l'économie tchécoslovaque un problème fondamental. Pour l'exercice 1980, les Soviétiques ont accepté de fournir 18 millions de tonnes de brut, 6 milliards de mètres cubes de gaz naturel et 8 millions de tonnes de minerai de fer. Tant qu'elle ne sera pas à même d'exploiter d'autres sources d'énergie la Tchécoslovaquie devra importer du pétrole du Proche-Orient et acquitter les cours mondiaux, opérant ainsi une ponction sur ses réserves en devises fortes.

68. De modestes progrès sont enregistrés dans l'extraction de charbon et de lignite. Avec 124,7 millions de tonnes, la production est en hausse de 1,3 % par rapport à 1978, et dépasse de 0,4 million de tonnes les objectifs. En 1979, le pays a produit 68.000 millions kWh d'électricité, ce qui représente une baisse de 1,5 % par rapport à 1978. La production de la centrale nucléaire de Jaslovske Bohunicé entre pour 5,2 % dans le total national, soit 2.100 millions kWh. A la 14ème session du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, le Secrétaire général M. Husak est revenu à plusieurs reprises sur la nécessité d'augmenter l'efficacité au maximum et de réaliser des économies d'énergie.

METALLURGIE

69. L'industrie métallurgique où la production globale a augmenté de 2 % a également perdu du terrain. La sidérurgie et la métallurgie des métaux non ferreux ont enregistré de modestes avances, de 1,9 % et 2,8 % respectivement. Chiffrée à 14,8 millions de tonnes, la production d'acier est inférieure de 3,1 % au chiffre de 1978, tandis que la production de laminés et de tube d'acier a augmenté de 5,2 % et de 1,7 % respectivement.

COMMERCE EXTERIEUR

70. Les objectifs fixés dans le plan pour le commerce extérieur ont été tenus, avec une augmentation globale de 10,8 % par rapport à 1978, et en particulier un développement de 13,1 % des échanges avec l'URSS. Les importations progressent à un rythme supérieur (11,3 %) à celui des exportations (10,3 %). Ce léger déséquilibre s'explique essentiellement par l'accroissement des importations en provenance du CAEM - 9,9 % contre 8,4 % pour les exportations. En ce qui concerne les échanges avec les pays non-socialistes, les importations tchécoslovaques (15,0 %) sont légèrement inférieures

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

C-M(80)31

- 26 -

aux exportations (15,5 %). L'industrie mécanique recevra une attention toute particulière, afin de développer la fabrication de produits destinés aux marchés occidentaux.

CONSTRUCTION ET INDUSTRIE

71. La faible productivité du travail dans l'industrie du bâtiment n'a permis de réaliser qu'en partie (93 %) les objectifs fixés pour la construction d'appartements nouveaux. Le plan de transport n'a été réalisé qu'à 98,2 %, tandis que l'expédition de fret ainsi que les transports routiers ont été légèrement inférieurs aux prévisions (98,8 % et 97,3 % respectivement).

PERSPECTIVES D'AVENIR

72. Une plus grande efficacité dans le secteur de la production et la conservation des ressources sont indispensables pour maintenir le niveau de vie actuel et ménager une croissance modérée. Les secteurs qui exigent le plus fort coefficient de capitaux et de ressources sont l'énergie, l'ingénierie et, dans le secteur agricole, la production céréalière. Seuls des progrès dans ces domaines essentiels, grâce le cas échéant à l'amélioration des techniques de gestion, pourraient permettre à l'économie de sortir du marasme actuel.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 26 -

V. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE D'ALLEMAGNE

SITUATION GENERALE

73. La RDA a annoncé une augmentation de 4 % du PMN produit (produit matériel net) pour 1979 ; bien que supérieure à la progression enregistrée dans certains autres pays d'Europe de l'Est, elle se situe légèrement en deçà des objectifs révisés - 4,3 %. L'accroissement de 4,8 % de la production industrielle est très inférieur au plan - 5,5 % - et dénote une baisse par rapport aux résultats de 1978, 5,4%. L'agriculture a progressé dans l'ensemble de 4 %, mais la production céréalière est en recul par rapport à 1978. Bien que le commerce extérieur se soit développé de 12 %, le déséquilibre entre exportations et importations s'est soldé par un déficit estimé à 6 milliards de marks-devises.

INDUSTRIE

74. L'augmentation de 4,8 % de la production industrielle a été réalisée en partie grâce à un relèvement de 4,4 % de la productivité du travail, soit un peu moins que les 4,6 % prévus. Les investissements industriels qui ont progressé de 4 % ont été très en retard sur le plan - 7,7 %. Sur le front des réformes industrielles, l'échelon de gestion intermédiaire des VVB (entreprises d'Etat) a été dissous laissant la place à des organismes administratifs de planification de haut-niveau et à des vastes regroupements d'entreprises qui opèrent presque entièrement comme des unités de production autonomes. Il faut espérer que ces regroupements et la rationalisation de la gestion faciliteront la coordination et les approvisionnements, accéléreront l'introduction de technologies et encourageront une répartition plus efficace des investissements.

ENERGIE ET MATIERES PREMIERES

75. Dans le discours qu'il a prononcé devant le Comité central de la SED le 13 décembre 1979, Honecker a souligné la nécessité d'économiser l'énergie et les matières premières. Pour 1980, le plan fixe aux alentours de 4,5 % à 4,7 % la réduction de la "consommation spécifique" (consommation de matières premières par unité de production) bien que l'on ait enregistré une diminution de 3,1 % seulement pour la période 1976-1978. Pour limiter le gaspillage et améliorer l'efficacité, la RDA est tributaire des apports de technologies occidentales, qu'elle doit contrebalancer par le développement de ses exportations. Des appels sont constamment lancés en vue de maîtriser les technologies de pointe et de les adapter le plus

rapidement possible à la production nationale. Cet état de choses est essentiellement motivé par la hausse des coûts et la réduction des exportations de matières premières soviétiques. Le protocole de coordination économique signé entre la RDA et l'URSS pour la période 1981-1985 prévoit pour 1980 un maximum de livraisons de brut, avec 19 millions de tonnes par an, après quoi les importations risquent de plafonner (1). Les perspectives d'expansion sont restreintes, étant donné la répugnance de l'URSS à accorder des crédits et le montant de la dette accumulée par la RDA (7,7 milliards de marks devises), qui suppose un déficit annuel de 10 % des exportations entre 1975 et 1978. Selon les estimations, 25 % des exportations est-allemandes vers l'URSS devront en 1981 servir à couvrir les seules importations pétrolières, et il se peut que cette proportion se monte à 33 1/3 % d'ici à 1985. Entre 1981 et 1985 les échanges entre la RDA et l'URSS totaliseront 48 milliards de roubles transférables - l'ensemble des exportations et des importations pour 1980 portant sur 9 milliards de roubles transférables, ce qui dénote une augmentation annuelle de 2,2 %, en valeur. La lignite reste la principale source d'énergie produite dans le pays, selon que l'exploitation des gisements est appelée à devenir plus difficile et plus onéreuse.

#### COMMERCE EXTERIEUR

76. En 1979 le commerce extérieur a progressé de 12 % se situant bien au-delà des 9,8 % prévus et en forte hausse par rapport au chiffre de 5,6 % de 1978 ; les importations et les exportations se sont développées de 13 et 12 % respectivement ce qui s'est traduit par un déficit commercial de 6 milliards de marks devises en 1979. La structure des exportations a évolué de la manière suivante : + 7,3 % vers l'URSS, + 6,7 % pour les autres pays socialistes et + 14,4 % pour les pays industrialisés de l'Ouest. Etant donné l'aggravation du déficit commercial, le manque de devises fortes et l'ampleur des prêts occidentaux venant à échéance au début de 1980, l'accent a été mis sur la production de biens plus concurrentiels susceptibles d'être commercialisés à l'Ouest. Le plan de 1980 fixe des objectifs en hausse pour le développement des exportations et prévoit l'amélioration de la qualité des biens destinés aux marchés extérieurs plutôt qu'au marché intérieur.

#### CONSOMMATION

77. Dans le secteur de la consommation, le fléchissement de l'offre de biens durables de qualité intervient au moment où la demande d'articles de luxe est particulièrement forte. La politique des prix, à trois échelons, qui vient d'être promulguée devrait permettre un certain tassement de la consommation de ces produits et éponger l'excédent de pouvoir d'achat. Les dépenses de première nécessité - loyer, transports

(1) Au cours des quatre premiers mois de 1980, les importations de pétrole brut étaient néanmoins supérieures de 20 % à celles de la période correspondante de 1979.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 29 -

C-M(80)31

publics et denrées essentielles qui bénéficient déjà de subventions considérables - resteront inchangées. Toutefois, les subventions seront diminuées pour une deuxième catégorie d'articles - dont les articles à prix moyens - de sorte qu'une fraction plus importante des dépenses réelles sera supportée par le consommateur. Un troisième groupe de produits manufacturés de qualité, plus onéreux, seront vendus à la valeur du marché, c'est-à-dire au prix de revient majoré de la marge bénéficiaire.

PERSPECTIVES D'AVENIR

78. Le plan pour 1980 prévoit des taux de croissance de 4,8 % pour le produit national produit de 4,7 % pour la production industrielle, de 4,5 % pour la productivité du travail dans l'industrie et de 2 % pour les investissements ; si modestes soient-elles ces augmentations reflètent fidèlement la situation - qui combine l'insuffisance de matières premières à l'amenuisement de la population active. Le plan envisage également de canaliser les investissements vers les industries de fabrication mécanique. Cette politique suppose des programmes intensifs de recherche et de développement, couplés à l'importation de technologies occidentales. Les secteurs de la construction et de l'équipement bénéficieront directement de cette orientation, au détriment du consommateur qui risque de voir diminuer l'éventail des biens qui lui sont offerts.

79. A terme, le développement de l'économie est-allemande dépendra dans une large mesure de son aptitude à tirer parti des vastes ressources de lignite, pour couvrir les besoins énergétiques, face à la concurrence de plus en plus vive, et aux coûts, des combustibles d'importation, et à moderniser sans relâche les technologies utilisées afin d'offrir des produits plus évolués et de relever la productivité du travail. Les réformes économiques ont un rôle à jouer dans la solution de ces problèmes, mais les mesures que l'on a recensées jusqu'ici ne risquent guère d'avoir de profondes répercussions.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 29 -

C-M(80)31

- 30 -

VI. HONGRIE

SITUATION GENERALE

80. En 1979, la Hongrie a connu un ralentissement de sa croissance qu'il s'agisse du revenu national, de la production industrielle ou de la production agricole. Le revenu réel par habitant s'est maintenu au niveau de 1978. En revanche, le bilan du commerce extérieur dont la Hongrie est largement tributaire est satisfaisant. Dans l'ensemble les exportations ont progressé de 13 % tandis que les importations diminuaient de 3 %. De nouveaux mécanismes régulateurs ont été introduits vers la fin de l'année dans presque toutes les branches d'activité, en vue d'améliorer la structure de l'économie grâce à une diminution des subventions, à l'adoption de nouvelles méthodes de gestion, à un changement du régime des salaires et de la politique des prix. Toutes ces mesures passent pour marquer le retour aux nouveaux mécanismes économiques (NEM) mis en place en 1968 en vue d'améliorer les performances de l'économie.

81. En 1979, le revenu national s'est chiffré à 550.000 millions de forints environ, ce qui dénote une croissance de 1 à 1,5 %, soit moins que les 3 à 4 % prévus. Bien qu'en recul par rapport à l'objectif de l'année précédente, déjà inférieur à la moyenne annuelle de 5,4 à 5,7 % pour 1976-1978, ce résultat marque néanmoins un succès pour la politique économique. Le principal objectif de cette politique pour le quinquennat en cours était de ralentir la cadence de l'expansion économique et le niveau de la consommation nationale dans toute la mesure du possible - et ce afin de permettre de mettre à profit les économies résultant de l'écart entre production et consommation pour redresser la balance du commerce extérieur.

INDUSTRIE

82. La production industrielle n'a augmenté que de 2,8 % contre 4 % prévus. L'augmentation de production dans certaines industries - produits chimiques, bâtiment, ingénierie et industries alimentaires - a toutefois dépassé celle de la production industrielle dans son ensemble. Le manque de données sur la réalisation des objectifs de croissance fixés pour la productivité du travail industriel (4 % par rapport à 1978) donne à penser que l'inexécution du plan industriel est peut-être liée aux faibles améliorations de productivité. De plus, la campagne de limitation des importations, notamment de matières premières et de semi-produits destinés à l'industrie, a peut-être perturbé la production industrielle, privée de matières premières industrielles d'importation.

AGRICULTURE

83. Dans le secteur agricole, la production de blé et de maïs a considérablement baissé et le rendement moyen à l'hectare est nettement en recul par rapport à l'année précédente pour toutes les céréales. La récolte de blé a été de 3,7 millions de tonnes seulement contre 5,7 millions de tonnes en 1978. En revanche, l'accroissement de la production animale a atteint les 2 % prévus. La diminution réelle de la production agricole dans son ensemble s'explique surtout par les intempéries. La refonte des mécanismes de régularisation agricole dénote cependant que, comme par le passé des insuffisances structurelles ont peut-être eu leur part dans le bilan de la campagne précédente. Les mesures qui ont été prises prévoient notamment la diminution ou la suppression des subventions accordées dans de nombreux secteurs agricoles, la hausse du prix des produits agricoles et de certains moyens de production, dont les engrais ainsi que l'adoption de nouveaux stimulants.

COMMERCE EXTERIEUR

84. Les importations ont fléchi et les exportations se sont développées. Les exportations ont progressé de 17 % soit plus que l'objectif fixé pour 1979, tandis que les importations n'augmentaient que de 3 % par rapport à 1978. Pour les échanges en roubles, les importations ont augmenté de 6 % et les exportations de 8 %. En ce qui concerne les transactions qui ne s'effectuent pas en roubles, les exportations ont progressé au rythme de 26 %, tandis que les importations se maintenaient plus ou moins au niveau de 1978. Les ventes à l'exportation de produits industriels ont augmenté de 11,9 %. Suivant toutefois des évaluations préliminaires de source hongroise, la détérioration des termes de l'échange plus prononcée que prévu, s'est soldée par une perte de 7 à 8 milliards de forints. En dépit de cette évolution, le déficit de la balance marchandises pour les transactions en devises fortes a été ramené de \$ 833 millions en 1978 à \$ 167 millions en 1979 et celui des paiements courants est tombé à \$ 555 millions.

CONSOMMATION

85. En janvier et juillet 1979 et en janvier 1980, le prix de certains articles - des denrées alimentaires au mazout de chauffage - était majoré afin notamment de libérer des forces de marché en pratiquant des prix calqués sur les prix réels à la production. Par cette politique

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

C-M(80)31

- 32 -

qui est conforme aux principes des NEM, les Hongrois comptent abaisser le niveau de leur consommation et rendre les prix de leurs exportations plus compétitifs sur les marchés mondiaux. Sous l'effet de ces hausses, les prix à la consommation sont montés de 9 % chiffre bien supérieur aux 4,7 à 4,9 prévus par le plan.

PERSPECTIVE D'AVENIR

86. Le plan de 1980 escompte une augmentation de 3 à 3,5 % du revenu national de 5 à 5,5 % de la production agricole, de 3,5 à 4 % de la production industrielle et de 1 à 1,5 % de la consommation de la population. Il compte maintenir la hausse des prix à la consommation dans les limites de 3,7 % et celle des salaires réels (1) à 0,5 %. Etant donné la hausse des prix par rapport à l'année précédente, l'augmentation de 9 % des prix à la consommation, la réorganisation du mécanisme des prix qui libère de nombreux produits et le relèvement probable "des articles d'importation", une poussée inflationniste est à prévoir pour 1980.

87. Les objectifs fixés pour 1980 paraissent relativement modestes et réalisables. Si l'on considère toutefois que le plan pourtant modeste de l'année précédente n'a pas été réalisé, le bilan de 1980 dépendra essentiellement de la réussite des nouvelles mesures adoptées, de la situation favorable des termes de l'échange et des conditions climatiques.

---

(1) Cette expression s'entend du revenu perçu (revenu monétaire - salaires et autres revenus - certaines prestations sociales) corrigé de l'indice des prix à la consommation

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 32 -



N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 33 -

C-M(80)31

## VII. POLOGNE

### SITUATION GENERALE

88. Après un brusque fléchissement de sa croissance en 1978, l'économie polonaise est entrée en récession l'année dernière; le revenu national a reculé de 2 % en termes réels, pour une croissance prévue de 2,8 %. Les autorités polonaises ont notamment appliqué une politique très restrictive d'investissements en 1979 (les investissements diminuant de 8,2 % chiffre voisin des 9 % prévus) dans l'espoir de redresser les déséquilibres existant dans le secteur de la consommation et le commerce extérieur.

### INDUSTRIE

89. La production industrielle a été nettement inférieure aux objectifs, le volume des ventes progressant de 2,8 % contre 4,9 % prévus et contre 5,8 % en 1978. Parmi les principaux secteurs où la production a été en retard sur le plan, se trouvaient l'électricité, les aciers bruts, les engrais et le ciment. L'expansion industrielle a été particulièrement gênée par les déficiences du réseau des transports et de la production énergétique. Les intempéries de l'année dernière se sont conjuguées aux effets défavorables de ces deux goulets d'étranglement désormais chroniques. Il se peut en outre que les restrictions qui frappent les importations en devises convertibles aient mis un frein à l'expansion de certains secteurs.

### AGRICULTURE

90. L'agriculture a été sévèrement touchée par des conditions climatiques particulièrement défavorables, qui sont largement responsables de la baisse de 1,4 % de la production globale. La campagne céréalière en particulier n'a totalisé que 17,3 millions de tonnes, soit 4,2 millions de moins qu'en 1978, ce qui obligera le pays à recourir davantage aux importations en devises convertibles et l'exposera par la suite à de nouvelles difficultés d'approvisionnement en viande. La production de betteraves sucrières (14,2 millions de tonnes) a également fléchi brutalement (- 10 %) tandis que la récolte de pommes de terre (49,6 millions de tonnes) dépassait de 7 % le chiffre correspondant pour 1978.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 33 -

C-M(80)31

- 34 -

REVENUS

91. Après une baisse de 2,8 % en 1978, le salaire moyen a progressé de 8,5 % l'an dernier, selon les statistiques officielles ; c'est-à-dire de 1,8 % en termes réels, une telle amélioration est toutefois sujette à caution, les experts occidentaux estimant que le prétendue élévation de l'indice du coût de la vie est inférieure au taux d'inflation réel. Malgré la politique d'encadrement des salaires, la demande de certains biens de consommation distance toujours, et de loin l'offre.

COMMERCE EXTERIEUR

92. En 1979, la Pologne a encore réduit son déficit commercial en devises convertibles, qui est passé de \$ 1,9 milliard en 1978 à \$ 1,8 milliard environ. Ce déficit reste néanmoins considérable (il dépasse largement les prévisions initiales des gouvernants qui tablaient sur un chiffre de \$ 0,7 million) et ce au moment où il s'avère difficile d'imposer de nouvelles restrictions aux importations occidentales sans perturber gravement la production nationale. De même le déficit des paiements courants en devises convertibles est resté pratiquement inchangé (de \$ 2,8 milliards en 1978, il semble avoir marqué une légère augmentation qui l'a porté à \$ 3 milliards) ; afin d'y faire face, la Pologne doit recourir systématiquement à des apports massifs de crédits occidentaux.

93. L'endettement en devises convertibles (de l'ordre de \$ 20 milliards nets à la fin de 1979) représente actuellement une très lourde charge au titre du service de la dette et une partie doit être refinancée. Jusqu'à présent les établissements financiers occidentaux semblent accorder à la Pologne le bénéfice du doute, d'une part parce qu'ils croient aux possibilités économiques à long terme du pays, mais aussi, pour éviter d'aggraver sa situation financière ; si toutefois, la Pologne ne parvenait pas à redresser sensiblement son déficit des transactions courantes, elle risque de se voir imposer des conditions de crédit, plus rigoureuses, qui se traduiraient par de nouvelles difficultés économiques.

PERSPECTIVES D'AVENIR

94. Le plan pour 1980 trahit la double préoccupation du pouvoir : réduire le déficit du commerce extérieur et le pourcentage des ressources affectées aux investissements dans les attributions de crédits,

les transports, l'énergie et le bâtiment ont la priorité. L'objectif fixé pour l'accroissement du revenu national (1,8 % soit une hausse de 1,4 %) est modéré, tandis que la progression de 1 % en termes réels prévue pour les salaires moyens témoigne de la volonté de poursuivre une politique d'encadrement des revenus, afin d'aligner la demande de biens de consommation sur l'offre. Les dirigeants polonais ont récemment pris un certain nombre de mesures spécifiques pour assurer la bonne marche de diverses entreprises produisant pour l'exportation. Afin de surmonter ses difficultés économiques le pays a cependant besoin de réformes beaucoup plus étendues, particulièrement en ce qui concerne le système de gestion économique, mais il ne semble pas que le 8ème congrès du parti ait donné une véritable impulsion dans cette voie.

C-M(80)31

- 36 -

VIII. ROUMANIE

SITUATION GENERALE

95. Malgré les difficultés grandissantes d'approvisionnements en matières premières, et notamment la forte baisse des extractions pétrolières, l'économie roumaine poursuit sa croissance à un rythme soutenu, tant en valeur absolue que par rapport aux autres pays socialistes. Le PMN (produit matériel net) a progressé de 6,2 % en 1979 et, en Europe de l'Est, seule la Bulgarie a affiché un taux de croissance plus élevé - 6,5 % contre 2 % seulement pour l'Union soviétique(1). Si l'économie roumaine progresse à un rythme plus rapide, c'est parce qu'elle est partie d'un niveau peu élevé, mais aussi parce qu'elle connaît un processus durable d'industrialisation forcée caractérisé par des horaires de travail chargés et une forte accumulation de capital. Bien que les investissements de capital fixe aient augmenté de 5,1 % en 1979, la formation de capital nette représente toujours plus du tiers du PMN au cours du présent quinquennat (1976-1980), c'est-à-dire autant que pendant la période précédente (1971-1975) et que le niveau prévu pour le prochain plan (1981-1985). Le jour, où le consommateur recueillera le fruit de ses longues années de sacrifices n'est pas encore en vue, pas plus que celui où Ceausescu révisera sa ligne économique, systématiquement axée sur l'industrie et résolument appliquée malgré les profonds remaniements qu'il impose périodiquement dans le parti, l'Etat et la direction économique du pays.

BILAN ECONOMIQUE

96. En 1979, les principaux indicateurs de l'économie étaient tous en retard par rapport au plan, enregistrant pour la plupart d'entre eux les plus faibles valeurs de la présente décennie. C'était le cas du PMN, des investissements de capital fixe, des revenus réels (la meilleure approximation de la consommation globale de la population) et des prix de détail (qui représentent le gros de la consommation privée). Entraînée par les coûts, l'inflation a en outre atteint son record officiel - 2,5 % ; ce pourcentage ne tient pas compte de l'inflation déguisée ni de l'inflation réprimée. La volonté de préserver une croissance soutenue, face à l'évolution économique défavorable tant à l'intérieur du pays que sur la scène internationale a provoqué

(1) Le taux de croissance du PMN bulgare est sans doute trompeur, comme l'explique le chapitre consacré à l'économie de ce pays; ce n'est probablement pas le cas du taux de croissance du PMN roumain car les chiffres du commerce extérieur sont vraisemblablement calculés en prix réels.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 37 -

G-M(80)31

une hausse de 20 % des importations, qui s'est soldée par le déficit commercial le plus important qu'ait jamais enregistré la Roumanie : 5,3 milliards de lei, soit l'équivalent de \$ 1,2 milliard. Malgré l'ampleur de ce déséquilibre commercial, qui est venu aggraver un endettement en devises fortes évalué à la fin de 1978 à \$ 4,5 milliards, la dette de Bucarest est restée l'une des plus faibles d'Europe de l'Est et semble tout à fait supportable.

97. Sur le plan sectoriel, la branche qui bénéficie de la priorité absolue - l'industrie - a progressé de 8 % en 1979. Ce résultat est satisfaisant pour une année relativement défavorable bien que le plan annuel ait prévu une augmentation de 11,3 %. L'agriculture s'est bien comportée (+ 5%), poursuivant le mouvement de hausse qui a succédé à la campagne catastrophique de 1977. Comme d'habitude la construction n'a pas été à la hauteur de ce que l'on attendait, entraînant l'inexécution du plan de construction de logements : 191.000 appartements nouveaux seulement ont été achevés, dont 12.300 construits par le secteur privé (contre 248.000 appartements prévus, compte non tenu des réalisations du secteur privé). Cet échec dénote la priorité peu élevée accordée à des secteurs qui touchent directement au bien-être du consommateur ; sur le plan doctrinal, il tire son origine de la conception roumaine qui veut que la consommation soit entraînée par la croissance économique et non favorisée par des transferts de ressources.

COMMERCE EXTERIEUR

98. Les déficits exceptionnels de la balance commerciale et de la balance des paiements qui ont été enregistrés en 1978 et 1979 ne sauraient être assimilés à de simples incidents de parcours : comme la plupart des pays en développement, la Roumanie a besoin de financement extérieur, particulièrement en périodes difficiles, d'autant qu'elle a perdu en 1976 l'un de ses principaux atouts économiques - l'auto-suffisance pétrolière - lorsqu'elle est devenue importatrice nette sous la pression d'une expansion industrielle rapide et du recul des extractions pétrolières. La dépendance accrue à l'égard des importations d'énergie est un sujet de préoccupation pour Bucarest, pour des raisons non seulement économiques, mais aussi politiques : si le pays devait compter sur l'URSS pour son approvisionnement pétrolier, la politique roumaine serait vulnérable aux pressions de Moscou(1). Jusqu'ici Ceausescu est parvenu à faire front, et par le passé, les politiques de semi-autarcie constituaient la règle et non l'exception. Il se peut cependant que les Roumains doivent se résigner à l'avenir à dépendre de l'URSS pour leurs approvisionnements en pétrole

(1) La Roumanie ne tire actuellement aucun avantage particulier de ses achats de pétrole d'Union soviétique, qu'elle doit régler en devises fortes aux cours pratiqués sur le marché mondial.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 37 -

C-M(80)31

- 38 -

et en minerais de fer. Les Soviétiques paraissent s'en féliciter et leurs diplomates ont mis un empressement étonnant à confirmer que l'URSS s'était engagée à fournir 350.000 tonnes de brut en 1979 et 1.000.000 environ en 1980. Les approvisionnements pétroliers se règlent cependant en devises fortes, et les livraisons soviétiques ne contribueront pas à alléger les pressions qui s'exercent sur les rares ressources en devises de Bucarest.

LE PLAN QUINQUENNAL ET SA REALISATION

99. L'évolution globale et sectorielle au cours des quatre années écoulées (1976-1979) donne à penser que les impératifs du plan quinquennal ne seront probablement pas respectés à l'exception peut-être de l'agriculture. Le PMN dans son ensemble ne dépassera pas le rythme élevé de 8,3 % par an enregistré de 1976 à 1979 (objectif fixé dans le plan quinquennal : 11,0 %) et les revenus réels n'augmenteront probablement pas de plus de 6,5 % par an. L'industrie pourrait reculer de 1 à 1,5 % par rapport au taux ambitieux de 11,5 % prévu en moyenne annuelle. Un tel bilan est positif intrinséquement, mais c'est probablement l'impossibilité d'exécuter le plan 1976-1980 notamment qui a amené les planificateurs à avancer des objectifs plus modestes pour le prochain quinquennat (1981-1985).

PERSPECTIVES D'AVENIR

100. La Roumanie se trouve toujours au coeur de sa révolution industrielle - caractérisée par une mobilisation massive des ressources, une accumulation primaire de capital, d'importantes ponctions sur les ressources des campagnes, particulièrement la main-d'oeuvre rurale. En 1978, plus de la moitié de sa population (51,4 %) habitait encore les campagnes contre 38 % en Union soviétique et 40 % environ en Bulgarie. Les ressources sur lesquelles elle peut puiser restent considérables (1), et des taux de croissance élevés sont à prévoir à court et à moyen terme. Un taux de croissance de l'ordre de 7 % pour le PMN, comme l'annonce l'avant-projet du plan quinquennal 1981-1985, est réaliste, même s'il suppose que le pays pourra drainer suffisamment de crédit pour importer des technologies et des matières premières de l'étranger : l'introduction de procédés industriels déjà expérimentés à l'étranger, le maintien d'un taux rapide d'accumulation et une forte discipline de travail feront le reste.

101. La faible croissance démographique et l'épuisement progressif des réserves de main-d'oeuvre agricole (dont le pourcentage est plus

(1) Il est à noter cependant que la production énergétique risque de poser un problème grave : la production de pétrole et de gaz est en baisse et celle de charbon n'augmente que lentement.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 39 -

faible que la population rurale : 32,5 % en 1978) sont autant de facteurs qui contribueront à la raréfaction de la main-d'oeuvre comme c'est déjà le cas dans presque tous les autres pays socialistes. En revanche, un net fléchissement du taux d'amélioration de la productivité du travail s'est déjà manifesté, abstraction faite d'une répartition de la population active qui est loin d'être rationnelle. Si le progrès technologique ou les réformes de gestion ne parviennent pas à compenser ces reculs, la Roumanie risque de suivre une évolution parallèle à celle de l'URSS, avec ses faibles taux de croissance (2 pour cent de progression du PMN en 1979), ce qui n'est toutefois pas à prévoir avant les années 1990.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 39 -

IX. AIDE DE L'URSS ET DE L'EUROPE DE L'EST AUX PVC

102. En 1979, le bloc soviétique a continué de n'accorder aux pays en développement qu'une aide extrêmement réduite (et en voie de régression). Toute à ses activités d'assistance en faveur de pays comme Cuba (plus de \$ 3 milliards) et le Vietnam (aux alentours de \$ 500 millions), l'URSS ne semble guère avoir à offrir à une clientèle non communiste. C'est d'autant plus vrai que ces dernières années ont été marquées par un ralentissement sensible du taux de croissance de la production soviétique globale, par des déséquilibres commerciaux en devises fortes et par la montée de l'endettement extérieur. Bien qu'elle ne supporte pas de charges comparables envers la clientèle communiste, l'Europe de l'Est ne paraît pas disposée à faire le moindre sacrifice en faveur des PVC. Même si les considérations politiques et l'opportunisme ont leur place dans les décisions d'aide économique, le profit économique est rarement négligé par les donateurs communistes, en particulier l'Europe de l'Est, qui persistent à voir dans l'assistance un moyen de s'ouvrir des marchés où, pour des raisons purement commerciales, ils seraient immanquablement supplantés par l'Ouest.

103. En chiffres nets, c'est-à-dire compte tenu du remboursement du capital et des intérêts, l'aide soviétique aux pays en développement a été négative en 1979 (- \$ 30 millions), de même qu'en 1977 (- \$ 6 millions). Depuis le début du présent quinquennat (1976), l'Union soviétique opère une ponction sur les ressources des pays en développement, à la moyenne de plus de \$ 6 millions par an. L'Europe de l'Est enregistre encore des sorties nettes vers les PVC, mais à un niveau qui n'a pas dépassé les \$ 4 et 5 millions en 1978 et 1979 respectivement. A titre de comparaison, les versements nets du bloc soviétique au titre de l'aide aux pays en développement (c'est-à-dire l'aide brute déduction faite des remboursements de capital) se sont chiffrés à \$ 103 millions en 1978, alors que l'Ouest accordait une aide nette de \$ 19,5 milliards cette même année.

104. Du point de vue purement quantitatif, l'aide du bloc soviétique aux pays en développement est donc pratiquement inexistante, bien que de nombreux PVC soient lourdement tributaires du bloc pour les livraisons d'armes (\$ 3,8 milliards en 1978), commerce qui est extrêmement profitable pour l'Est et comporte des sujétions politiques pour une fraction du tiers monde.

105. L'année 1979 a marqué le 25ème anniversaire de l'aide soviétique aux pays en développement et l'on peut maintenant en dresser un bilan sur une longue période. En raison surtout de la nature et



N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 41 -

C-M(80)31

des contraintes de son économie, l'URSS a fourni une aide insuffisante sur le plan quantitatif, généralement décevante sur le plan qualitatif et souvent mal adaptée aux besoins des pays bénéficiaires. Elle a laissé plusieurs témoignages de technologie dépassée et d'inefficacité, révélateurs des faiblesses inhérentes à l'économie soviétique. Elle a notamment réussi à attirer Cuba et l'Afghanistan dans l'orbite communiste (1). Dans ce dernier pays pourtant, les assassinats puis l'invasion militaire ont été indispensables pour achever l'oeuvre entreprise, tandis que l'aide à Cuba a pris de telles proportions qu'elle épuise pratiquement les possibilités réduites de l'URSS. Moscou saurait difficilement venir en aide à un autre client comme La Havane.

106. En 25 ans d'aide à l'étranger, l'Union soviétique peut néanmoins se targuer de certaines réalisations notables : dans 36 pays, des projets soviétiques étaient activement en cours en 1979 et du personnel civil était en poste dans 19 autres (dont la Libye et le Koweït) qui ne bénéficient pas de programme d'aide. De plus, les Cubains maintiennent une présence dans trois pays, qui ne disposent pas de coopérants russes, tandis que des Européens de l'Est ont été envoyés dans 14 autres. Outre les avantages politiques et militaires, le programme d'aide soviétique a assuré à l'URSS l'accès à certaines matières premières - particulièrement des produits alimentaires et de la bauxite - et ouvert des débouchés aux exportations nationales. Tout compte fait, il a été largement payant. Par ailleurs, la diminution progressive de l'aide effectivement accordée ces dernières années a été compensée par un accroissement des ventes d'armes, lesquelles se chiffraient à quelque \$ 4 milliards pour la seule année 1978.

---

(1) L'Union soviétique a accordé à l'Afghanistan une aide plus importante que celle de l'Ouest, ce qui est exceptionnel.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 41 -

X. EVOLUTION AU SEIN DU CAEM

107. Aucun changement n'est intervenu dans la structure du CAEM au cours de l'année passée. A sa 33ème réunion tenue en juin 1979 à Moscou, le Conseil du CAEM a réaffirmé qu'il se présentait comme un organe de coordination ouvert sans pouvoir exécutif, malgré l'existence de 23 Commissions et de 6 Conférences permanentes, de 3 instituts et d'un Secrétariat. Comme précédemment, les pays se sont refusés à déléguer la moindre part de leur souveraineté à cet organisme international.

108. A l'exception de la Roumanie, cependant, ils n'ont pas manifesté leur mécontentement contre les initiatives prises dans cette voie. En fait, conscients de la susceptibilité des pays d'Europe de l'Est à cet égard, les Soviétiques ont pris soin, dans le message prononcé par Brejnev à cette occasion, de souligner que "nul n'a la préséance au Conseil" ainsi que de réaffirmer le principe de la souveraineté de l'égalité et de la participation volontaire de chaque membre.

109. La coopération entre pays du CAEM préserve le bilatéralisme, même si les plans nationaux continuent de comporter un volet d'intégration. Depuis 1976, les programmes multilatéraux de spécialisation et de coopération n'ont guère progressé notamment parce que chaque pays est désireux de développer au maximum sa propre industrie, dans toutes les directions, et d'éviter une dépendance excessive à l'égard de ses partenaires.

110. Les pays du CAEM restent lourdement tributaires des échanges à l'intérieur du COMECON. A l'exception de la Roumanie, tous les pays membres effectuent plus de 50 % de leur commerce entre eux. De plus, 40 % des produits échangés à l'intérieur de CAEM sont d'origine soviétique, près des deux tiers des livraisons de l'URSS se composant de matières premières et de produits de base. Certains pays, notamment la Hongrie et la Pologne, poursuivent leurs efforts en vue d'intensifier leur commerce avec l'Ouest et de diminuer la part du CAEM, mais ils restent très tributaires des combustibles et des matières premières soviétiques.

111. Pendant la période considérée, de nouveaux accords cadres ou contrats bilatéraux ou multilatéraux ont été signés dans cinq secteurs, puis approuvés aux sommets de Bucarest en 1978 et de Moscou en 1979, portant le total de ces conventions à 32 pour la période restant à courir jusqu'en 1990. Dix de ces accords s'inscrivent dans le cadre du programme de coopération dans les secteurs des combustibles, de l'énergie et

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 43 -

C-M(80)31

et des matières premières ; trois se rattachent à la coopération pour le développement des transports et communications ; sept concernent l'expansion de la production et la livraison réciproque de produits industriels ; quatre portent sur la coopération pour la production des principales denrées alimentaires ; huit enfin tombent sous le coup du programme de coopération en matière d'ingénierie (1).

112. Parmi ces cinq programmes, c'est le programme de coopération dans les secteurs des combustibles, de l'énergie et des matières premières qui a le plus de chances de se concrétiser prochainement : sa mise en oeuvre assurera aux pays d'Europe de l'Est l'approvisionnement en énergie et en matières premières qui leur est indispensable, mais permettra également à l'URSS de disposer de certains moyens de production, capitaux ou autres, pour exploiter ses vastes ressources naturelles. Quoi qu'il en soit, c'est l'URSS qui a fourni l'essentiel des investissements nécessaires. La réalisation d'autres programmes dépendra tout d'abord de la volonté politique des pays du Pacte de Varsovie, autres que l'URSS, et du besoin qu'ils auront de débouchés soviétiques pour écouler leurs exportations.

---

(1) Il est prévu d'allouer pour ces divers programmes de 70.000 à 90.000 millions de roubles transférables au total.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 43 -

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

C-M(80)31

- 44 -

XI. ECHANGES DE L'UNION SOVIETIQUE ET DE L'EUROPE DE L'EST  
AVEC LES PAYS INDUSTRIALISES D'OCCIDENT -  
EVOLUTION RECENTE

113. En 1979, les pays européens membres du CAEM sont parvenus à réduire notablement leur déficit commercial avec les pays industrialisés à économie de marché. D'après les statistiques dont on dispose de source occidentale (1), le déficit commercial cumulé de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est à l'égard de la zone de l'OCDE (2) est passé de \$ 7,6 milliards en 1978 à \$ 4,5 milliards environ l'année suivante, les exportations (quelque \$ 35,9 milliards, soit + 34 %) ayant progressé deux fois plus vite que les importations (\$ 40,4 milliards environ, soit + 17 %).

114. Ce phénomène est particulièrement tranché dans le cas de l'URSS, dont le déficit est descendu de \$ 2,6 milliards en 1978 à \$ 0,5 milliard environ. Les exportations soviétiques (aux alentours de \$ 18,9 milliards) ont bénéficié de relèvements de prix, notamment dans le cas du pétrole, ce qui explique dans une large mesure leur développement spectaculaire (+ 42 %). Les importations soviétiques (\$ 18,8 milliards) ont progressé de 21 %, en raison pour une part de l'augmentation, en volume des achats de produits agricoles. En ce qui concerne l'Europe de l'Est, le déficit de l'ensemble de la région vis-à-vis de la zone de l'OCDE a été ramené en 1979 à \$ 3,9 milliards environ en baisse de \$ 1 milliard. A l'exception de la RDA, dont le déficit a en revanche doublé d'une année sur l'autre (passant de \$ 0,5 milliard en 1978 à \$ 1,0 milliard), tous les pays d'Europe de l'Est sont parvenus à réduire leur déficits, dans de fortes proportions dans certains cas (Hongrie, Bulgarie, Pologne).

115. Selon toutes probabilités, l'URSS a comblé une importante partie de son déficit commercial et compensé le rapport défavorable entre les investissements et les recettes par des ventes d'or (évaluées à \$ 4 milliards environ) et des recettes invisibles ; de la sorte elle a pu réaliser un excédent considérable dans sa balance

- (1) Sauf indication contraire, les données utilisées dans le présent chapitre sont extraites des statistiques du commerce extérieur de l'OCDE. Les chiffres FOB ont été obtenus à partir de données CAF, multipliées par 0,925. Les chiffres de 1979 ont été obtenus par extrapolation des données pour 11 mois
- (2) Y compris les livraisons entre les deux Allemagnes (source : Wirtschaft und Statistik 3/80)

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 44 -

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 45 -

C-M(80)31

des paiements courants avec l'Ouest, pour la deuxième année consécutive. Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est, en revanche le déficit des paiements courants a probablement dépassé le déficit commercial, en raison de l'augmentation des paiements d'intérêt au titre de la dette. Ces pays se trouvent donc confrontés à d'importantes obligations et pour y faire face ont dû recourir aux marchés financiers occidentaux.

116. Après avoir marqué un palier en 1978, le montant net de la dette soviétique en devises convertibles a baissé l'an dernier, pour s'établir sans doute aux alentours de \$ 10-10,5 milliards. En revanche, l'endettement net de l'Europe de l'Est a continué de monter, et, à la fin de 1979, il totalisait probablement quelque \$ 50 milliards, dont \$ 20 milliards pour la Pologne (1). Jusqu'ici les pays de la région n'ont eu aucune difficulté à obtenir des prêts à des conditions relativement avantageuses auprès des établissements financiers occidentaux, étant donné la liquidité persistante des marchés internationaux de capitaux d'une part, mais aussi la solvabilité dont on les crédite d'autre part. Dans le cas de la Pologne toutefois, des remboursements particulièrement lourds viennent actuellement à échéance, ce qui suppose le refinancement d'une partie de la dette.

---

(1) Estimation des Etats-Unis

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 45 -

DISCOURS DE M. BREJNEV : SCHEMA DIRECTEUR POUR LES  
ANNEES QUATRE-VINGTS

Certains thèmes retiennent l'attention dans le discours prononcé par le Secrétaire du parti, M. Brejnev, le 27 novembre 1979 devant le Comité central, à la veille de la présentation au Parlement soviétique du plan et du budget pour 1980, mais aussi dans la résolution par laquelle le Comité approuvait le budget; ces deux textes ont été publiés dans le numéro de la Pravda du 28 novembre. Si on les rapproche, ils donnent une idée de l'orientation probable de l'économie soviétique au cours des années 80.

2. Priorité aux transports.

M. Brejnev a placé les transports au premier rang de sa liste de priorités pour les années 1980; il y voit un préalable indispensable à l'expansion de tous les autres secteurs d'activité. Dans une large mesure, les rouages de l'économie soviétique ne fonctionnent pas comme ils devraient, uniquement parce que les approvisionnements n'arrivent pas, en quantités suffisantes, et à temps, là où l'on en a besoin et que des difficultés de transport sont fréquemment à l'origine de ce problème. C'est ainsi que des wagons de chemin de fer délabrés laissent échapper des grains en quantités difficiles à chiffrer, et servent trop souvent de silos, quitte à bloquer le trafic ferroviaire et à empêcher le mouvement d'autres marchandises. Les transports ferroviaires ont pris d'autant plus d'importance pour l'intégration de diverses régions qu'ils permettent de réaliser des économies d'échelle dans la production; ils sont en outre indispensables à l'achèvement de bien des ambitieux projets de mise en valeur entrepris en Sibérie et en Extrême-Orient. Considération peut-être plus importante encore aux yeux des Soviétiques, un réseau de chemins de fer efficace est essentiel pour le transport des troupes à des fins de défense. C'est pourquoi la construction de voies ferrées, et d'autres travaux de développement des transports ne manqueront pas de recevoir une part croissante des ressources soviétiques - main-d'oeuvre ou investissements - au cours des années 1980. En raison de leurs implications pour la défense, les transports, notamment les pipe-lines et la flotte marchande pourraient même bénéficier d'une priorité aussi élevée que la défense proprement dite, et devenir l'un des postes de dépenses publiques dont la progression sera la plus rapide. En d'autres termes, les années 1980 pourraient fort bien se présenter comme la décennie du développement des transports en Union soviétique, et aussi comme l'ère de la crise énergétique.

3. Difficultés agricoles. M. Brejnev a confirmé que la récolte céréalière de 1979 n'a été que de 179 millions de tonnes - le chiffre le plus bas depuis 1975, en baisse de 58 millions de tonnes par rapport à la campagne exceptionnelle de 1978. En fait, la récolte de 1979 n'a peut-être pas été aussi catastrophique qu'il le paraît, puisque les grains étaient beaucoup plus secs qu'en 1978 et que leur poids n'était pas gonflé de 25 % d'eau comme c'était le cas en 1978.

4. A terme, cependant, les planificateurs soviétiques devront assumer les conséquences de cette situation : l'importation massive de céréales, de 1976 à 1980, au prix de plusieurs milliards de dollars. En fait, les importations céréalières ont été l'un des principaux facteurs du déficit de la balance des échanges en devises convertibles pendant cette même période. Les planificateurs ne peuvent logiquement supposer que les problèmes qui empêchent de produire des céréales en quantités voulues, ne persisteront pas au cours des années 1980; pas plus qu'ils ne doivent exclure de leurs calculs la perspective d'un déficit durable en devises convertibles. On peut donc s'attendre à ce qu'ils se montrent plus actifs encore que par le passé sur les marchés étrangers de l'or et des changes, afin de gagner autant de devises convertibles que possible, et à ce qu'ils encouragent les exportations soviétiques vers les pays en développement disposant de devises convertibles. Les exportations soviétiques vers le Tiers monde ont crû à un rythme particulièrement rapide au cours de la période 1976-1980, et elles représentent désormais 15 % des ventes soviétiques à l'étranger, soit la moitié des exportations vers l'Ouest industrialisé. Dans leur tentative pour pénétrer les marchés des pays en développement, les Soviétiques entreront inévitablement en concurrence avec des entreprises occidentales qui s'attachent à y intensifier leurs ventes.

5. Les importations soviétiques de céréales sont surtout destinées à l'alimentation d'un cheptel qui s'étend lentement, afin de porter les approvisionnements en viande au niveau jugé souhaitable par les nutritionnistes soviétiques - ce qui suppose une augmentation de 35 % de la production de viande d'ici à 1985, par rapport au niveau de 1976-1978. La production de viande a cependant reculé en 1979, dans les fermes d'état et les fermes collectives. Ce n'est qu'avec l'intervention du secteur privé que la production globale de viande a pu augmenter d'un modeste point. Pour stimuler la production de viande au cours de la présente décennie, les Soviétiques poursuivront certainement dans la voie dans laquelle ils se sont engagés en 1978, en multipliant les encouragements et les soutiens matériels à l'élevage

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 3 -

ANNEXE I au  
C-M(80)31

privé. Peut-être seront-ils d'autant plus encouragés à le faire s'ils partent du principe que le secteur privé s'étant révélé plus efficace pour élever la production de viande, il pourrait également obtenir de meilleurs résultats pour l'alimentation du bétail, par une pratique plus intensive des pâtures en lisière, et contribuer ainsi à abaisser le niveau des importations de grains nécessaires.

6. Abaissement des objectifs de croissance. M. Brejnev a signalé que les objectifs fixés pour 1980 ne permettraient pas de réaliser le programme de croissance prévu initialement pour 1976-1980 et supposent, pour la période 1981-1985, une progression du revenu national de l'ordre de 4 % en moyenne, au lieu des 5 % envisagés pour 1976-1980. La révision en baisse des objectifs de croissance équivaut pour une part à une prise de conscience implicite des immenses investissements nécessaires pour installer de nouvelles capacités de production - comme l'extraction de matières premières en Sibérie - et développer l'infrastructure des transports négligée depuis longtemps. Elle cadre en revanche avec l'esprit des réformes annoncées en juillet 1979 - qui privilégient l'efficacité et la qualité, au détriment de la quantité, de la production industrielle. En réduisant délibérément les objectifs de croissance, tout en maintenant des politiques économiques nettement orientées vers la croissance, il se peut en fait que les planificateurs soviétiques donnent aux réformes une meilleure chance de réussir, en laissant aux directeurs d'entreprise la latitude dont ils ont besoin pour se rééquiper en vue d'une production de qualité.

7. Economies d'énergie. Tout en affirmant qu'il faudra opérer un rajustement radical dans le bilan de la consommation énergétique soviétique au cours des années 1980, M. Brejnev a admis tacitement les préoccupations du régime, soucieux de faire coïncider l'accroissement de la production de pétrole et d'autres sources d'énergie soviétiques d'une part, avec la demande intérieure croissante et les engagements d'exportation vers l'Europe de l'Est et d'autres régions. D'autre part la production pétrolière ne cessant d'être inférieure aux objectifs (de 3 millions de tonnes en 1978 et de 7 millions en 1979), les planificateurs se trouvent devant l'obligation de faire appel rapidement à d'autres sources énergétiques - gaz naturel et énergie nucléaire en particulier. Toutefois, la production de gaz naturel, aussi rapide que soit sa progression, ne peut se substituer entièrement au pétrole tandis que le programme de construction de centrales nucléaires prend un retard considérable.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 3 -



N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

ANNEXE I au  
C-M(80)31

- 4 -

Face à ces difficultés, l'URSS exportera probablement au cours des années 1980 de moins en moins de pétrole vers l'Ouest et risque même de se trouver en concurrence avec l'Ouest sur les marchés mondiaux pour ses achats pétroliers. De plus, elle continuera probablement de faire de plus en plus pression sur ses partenaires d'Europe de l'Est pour qu'ils participent à la construction de centrales nucléaires en Union soviétique, en échange de garanties d'approvisionnement en électricité.

8. Contrôles sur les capitaux et la main-d'oeuvre. Le plenum a enfin confirmé l'évolution qui avait déjà été constatée, à savoir que les nouveaux apports de capitaux consentis dans l'économie soviétique s'accompagnent de moins en moins d'augmentations de production, en raison de la hausse des prix de revient d'une part, mais aussi du tarissement des réserves de main-d'oeuvre et de l'incapacité à utiliser rationnellement la main-d'oeuvre existante. Dans les années 80, on peut donc s'attendre à un intérêt de plus en plus marqué pour une utilisation rationnelle de la main-d'oeuvre et à un regain de pressions en faveur d'une réduction des primes aux travailleurs comme au personnel d'encadrement. Pour développer les ressources de main-d'oeuvre, on a ainsi annoncé, le 2 octobre 1979, la parution d'un décret encourageant par de nouvelles mesures les retraités, dont les effectifs en progression rapide ont dépassé les 51 millions au cours de la décennie précédente, à poursuivre leur activité après l'âge de la retraite.

9. Afin d'améliorer la productivité du capital, les Soviétiques continueront sans doute à faire appel massivement aux technologies occidentales. Pour de telles acquisitions, ils continueront cependant à devoir trouver des produits d'exportation et des débouchés en devises fortes appropriés. La fin de la décennie verra donc l'Union soviétique se débattre dans un cercle vicieux, car elle devra probablement continuer à importer des céréales et des technologies pour améliorer et maintenir le niveau de vie et le régime alimentaire de la population, tout en menaçant d'abaïsser le niveau de vie afin d'améliorer la productivité industrielle pour répondre à d'autres besoins et payer les importations. Les ventes d'or, d'armes et l'emprunt peuvent combler temporairement son déficit commercial, et l'on y aura certainement recours dans toute la mesure du possible. Mais, à long terme, l'URSS tendra à freiner l'augmentation du niveau de la consommation. Sous l'effet d'une inflation en grande partie invisible qui érode le pouvoir d'achat des consommateurs, les masses soviétiques connaîtront très probablement une baisse de leur niveau de vie dans tous les secteurs où, sinon, ils auraient pu escompter une amélioration.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 4 -

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 5 -

ANNEXE I au  
C-M(80)31

10. Paradoxalement, le consommateur qui a déjà consenti des sacrifices considérables pour que le pays puisse améliorer à coup sûr son potentiel industriel, risque de nouveau d'être appelé à supporter de nouvelles charges afin que le potentiel ainsi mis en place contribue, pour une part, à la satisfaction de certains de ses besoins essentiels.

N A T O   D I F F U S I O N   R E S T R E I N T E

- 5 -

NATO UNCLASSIFIED

-1-

ANNEX II to  
C-M(80)31TABLE 1 : USSR : MAIN ECONOMIC GROWTH INDICATORS, 1971-80  
(percentage increase over preceding year)

	1971 Act.	1972 Act.	1973 Act.	1974 Act.	1975 Act.	ANNUAL AVERAGE		1976		1977		1978		1979		1980
						Actual	Planned	Plan	Act.	Plan	Act.	Plan	Act.	Plan	Act.	Plan
						1971-75	1976-80									
Net Material Product (Utilized)	6.0	4.0	4.8	5.0	4.0	5.7	4.7	5.4	5.5	4.1	3.7	4.0	4.2	4.3	2	4.0
Total Industrial Production	7.7	6.5	7.5	8.0	7.5	7.4	6.3	4.3	4.8	5.6	5.7	4.5	4.8	5.7	3.4	4.5
Producer Goods	7.8	6.8	8.2	8.4	7.9	7.9	6.7	4.9	5.5	5.9	5.9	4.7	5.1	5.8	3.5	4.5
Consumer Goods	7.7	5.7	5.7	7.0	6.5	6.5	5.7	2.7	3.0	4.9	5.2	3.7	4.1	5.4	3.3	4.5
Industrial labor Productivity	6.3	5.2	6.1	6.3	5.9	6.0	5.5	3.4	3.3	4.8	4.0	3.8	3.6	4.7	2.4	3.8
Total Capital Investment	7.3	7.0	4.7	7.1	8.6	6.9	4.6	4.0	4.5	3.0	3.7	3.4	6.0	4.5	1.3	3.1
Agricultural Production	1.1	-4.1	16.1	-2.4	-5.3	0.8	5.5	3.4	6.5	4.8	4.0	3.8	3	5.8	-4	8.8
Real per Capita Income	4.5	4.0	5.0	4.0	4.5	4.4	3.9	3.7	3.7	3.8	3.5	3.0	3.0	3.3	3	2.9
Retail Trade Turnover	6.8	6.8	5.3	5.9	6.9	6.3	5.2	3.6	4.6	4.8	4.5	3.9	3.4	4.8	4.2	
Foreign Trade Turnover	6.8	10.2	20.4	26.5	28.0	18.1	6.0	13.6	11.9	-	11.6	10.	10.4	-	14	4.7
Exports	7.8	2.4	24.4	31.6	15.4	15.8	-	-	16.6	-	18.7	-	7.2	-	18.9	-
Imports	5.7	18.8	16.5	21.3	42.0	20.4	-	-	7.7	-	4.7	-	14.8	-	9.6	-

Sources : For 1971-78 data except Utilized National Income, Narodnoe Khozyaistvo, SSSR, 1978, p. 38, 548 ; Vneshnaya Torgovlya SSSR, 1975, p.6  
 For Utilized National Income 1971-78, Radio Free Europe, Research Bulletin RS 1/80 (27 December, 1979).  
 For 1979 results, Pravda, 26 Jan.80, and Ekonomicheskaya Gazeta, No 13, Mar. 1980 ;  
 For 1980 plan, Baibakov Report to Supreme Soviet, 28 November 1979 ;  
 For other plan data, reports by US, UK, and DIW (Wochenbericht 23/79, P. 247).

NATO UNCLASSIFIED

-1-

N A T O   U N C L A S S I F I E D

-2-

ANNEX II TO  
C-M(80)31

TABLE 2

USSR: FUEL AND ENERGY PRODUCTION

1975-80

	1975	1976	1977	1978	1979	(Jan-Mar.) 1980	Percentage Increase				
							1976	1977	1978	1979	1980(Jan-Mar)
Oil and Condensates (million tonnes)	490	520	546	572	586	(148)	6.1	5.0	4.8	2.4	(4) (a)
Natural Gas (billion m <sup>3</sup> )	289	321	346	372	407	(109)	11.0	7.8	7.5	9.4	(8)
Coal (million tonnes)	701	712	722	724	719	(186)	1.6	1.4	0.1	-0.6	(-0.3)
Electrical Energy (billion kWh)	1,039	1,111	1,150	1,202	1,239	(354)	6.9	3.5	4.5	3.0	(7)

Source: Official Soviet Statistics

(a) As reported in Pravda, 20 April 1980; it should be noted that at the rate of production established in the first three months of 1980, oil output would increase in 1980 by only 1 percent, and so fall substantially below planned output expansion.

N A T O   U N C L A S S I F I E D

-2-

N A T O   U N C L A S S I F I E D

-3-

ANNEX II to  
C-M(80)31

TABLE 3  
USSR: FOREIGN TRADE  
(1970, 1975, 1978, 1979)

	Billion rubles				Percentage distribution (a)			
	1970	1975	1978	1979	1970	1975	1978	1979
<u>Total</u>								
Turnover	22.1	50.7	70.2	80.3	100	100	100	100
Exports	11.5	24.0	35.7	42.4	100	100	100	100
Imports	10.6	26.7	34.5	37.9	100	100	100	100
<u>Communist Areas</u>								
Turnover	14.4	28.6	42.0	45.1	65	56	60	56
Exports	7.5	14.6	21.3	23.6	65	60	60	56
Imports	6.9	14.0	20.7	21.5	65	52	60	57
<u>Developed Industrial West</u>								
Turnover	4.7	15.8	19.7	25.7	21	31	28	32
Exports	2.2	6.1	8.7	12.5	19	25	24	30
Imports	2.5	9.7	11.0	13.2	24	36	32	35
<u>Developing World</u>								
Turnover	2.9	6.3	8.5	9.5	13	12	12	12
Exports	1.8	3.3	5.7	6.3	16	14	14	15
Imports	1.1	3.0	2.8	3.2	11	11	8	8

Source: Vneshnaya Torgovlya; Ekonomicheskaya Gazeta. N° 13, March 1980.

(a) Percentages may not add to 100 because of rounding

N A T O   U N C L A S S I F I E D

-3-

NATO UNCLASSIFIED

-4-

ANNEX II TO  
C-M(80)31

TABLE 4 : BULGARIA : SELECTED ECONOMIC GROWTH INDICATORS, 1971-1980  
(percentage increase over preceding year)

	1971	1972	1973	1974	1975	ANNUAL AVERAGE 1971 - 1975		1976	1977	1978	1979		ANNUAL AVERAGE 1976 - 1980		1980	1981	
	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Plan	Actual	Actual	Actual	Actual	Plan	Actual	Plan	Actual (6)	Plan	Plan	
<b>AGGREGATE VARIABLES</b>																	
Net Material Product (utilized)	1.6	9.8	9.0	11.8	11.1	...	8.6	0.3	5.2	0.7	...	...	...	(7) 2.0	...	...	...
Consumption Fund	7.4	6.3	6.6	7.1	7.7	...	7.0	6.0	4.0	4.6	4.6	...	...	(7) 4.9	...	...	...
Accumulation Fund	-11.5	21.0	16.0	24.2	18.7	...	12.9	-11.5	8.9	-10.2	...	...	...	(7) -4.7	...	...	...
Share of Consumption (%)	73.2	74.0	72.3	69.3	67.2	...	71.2	71.0	73.6	76.5	74.0	...	74.0	73.7(7)	...	...	...
<b>NET MATERIAL PRODUCT</b>	6.9	7.7	8.1	7.6	8.8	7.7-8.5	7.8	6.5	6.3	5.5	7.0	6.5	7.7	6.2	5.7	5.5	5.5
Per capital real income	4.3	7.0	8.8	3.1	5.4	4.6-5.4	5.7	4.6	0.6	1.9	3.2	2.0	3.7	2.3	3.0	3.1	3.1
Retail sales Current prices	6.5	6.5	9.0	9.7	8.2	...	8.0	7.5	3.5	4.7	...	...	...	5.2(7)	...	...	...
Constant prices	6.5	6.6	8.8	9.1	7.8	6.8	7.8	7.3	3.1	3.4	4.1	...	7.0	4.6(7)	4.6	4.6	4.6
Capital Investment	1.7	10.0	6.9	7.8	17.3	5.9	8.6	0.6	14.2	-2.7	2.0(4)	0.4(4)	4.6(2)	2.9	16.7(4)	6.9(4)	6.9(4)
Labour Productivity (1)	6.3	6.7	8.7	7.1	9.3	7.6	7.7	7.0	7.0	5.5	6.7	6.5	7.7	6.5	5.4	5.2	5.2
Foreign trade (currency leva)																	
Turnover	12.2	11.4	13.6	24.2	23.5	9.8-10.5	16.9	8.8	13.6	11.1	9.0	11.4	9.9	11.2	7.5	7.0	7.0
Exports	8.9	11.1	12.8	16.2	22.1	...	14.1	14.5	15.8	10.7	...	...	...	13.6(7)	...	...	...
Imports	15.8	11.7	14.4	32.3	24.8	...	19.6	3.8	11.5	11.5	...	...	...	8.9(7)	...	...	...
Hard Currency Debt	...	...	...	1.2	1.8	...	1.1(9)	2.3	2.6	3.0	...	...	...	...	...	...	...
<b>SECTORAL VARIABLES</b>																	
Agriculture Output	2.0	5.6	1.3	-1.5	7.6	3.2-3.8(3)	2.4(3)	4.1	-4.6	2.8	7.0	7.0(5)	3.7(3)	2.2	3.7	3.1	3.1
Industry Output	9.1	9.2	9.2	8.3	9.8	9.2-9.9	9.1	6.7	6.8	7.0	7.8	6.6(5)	9.2	6.7	6.3	3.1	3.1
Employment (2) Labour	2.7	2.3	2.3	2.1	1.7	1.5-2.1	2.2	0.2	0.3	0.6	...	...	0.7	0.3(7)	...	...	...
Productivity Construction	6.2	6.7	6.7	6.1	8.0	7.6-8.1	6.8	6.5	6.5	6.4	...	...	8.4	6.5(7)	...	...	...
Output New dwellings (units)	48,862	46,542	54,209	44,065	57,151	250,000	250,829	67,626	75,885	66,511	82,500	71,300(5)	84,000	70,330	79,500	80,400	80,400
Transportation Freight Turnover(t.km)	-4.2	3.9	8.9	14.5	-4.4	...	3.5	2.9	2.6	10.3	...	...	...	5.2(7)	...	...	...
Freight Carried (tons)	6.7	6.7	6.1	8.8	8.7	...	7.4	5.0	5.8	2.8	5.3	...	...	4.5(7)	...	...	...
Tourism (thousand units)																	
Total	2,720.9	3,007.0	3,247.8	3,818.0	4,049.3	...	16,843.0	4,033.4	4,569.8	4,900	...	5,000	...	4,625	...	...	...
Excluding Transit	1,710.6	1,697.1	1,820.5	2,001.4	2,092.7	...	9,322.3	2,070.9	2,385	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources and Notes: See next page.

NATO UNCLASSIFIED

-4-

N A T O U N C L A S S I F I E D

-5-

ANNEX II TO  
C-M(80)31

TABLE 4 : BULGARIA : SELECTED ECONOMIC GROWTH INDICATORS, 1971-1980

Sources: 1971-1977(actual): Statisticheski Grolishnik 1978 and preceding issues; 1978 (actual): Statisticheski Sporochnik 1979; other entries: Official Communiqués on plans and performance published in Robotnichesko Delo.

- Notes:
- (1) NMP per person employed in material production.
  - (2) Calculated from output and productivity figures.
  - (3) With respect to the average of the preceding five years.
  - (4) Calculated from data in leva.
  - (5) Preliminary communiqué of December 1979.
  - (6) 1976 - 1979.
  - (7) 1976 - 1978.
  - (8) Estimated from targets expressed in leva.
  - (9) Increase in the five-year period.

N A T O U N C L A S S I F I E D

-5-

## N A T O U N C L A S S I F I E D

-6-

ANNEX. II to  
C-M(80)31TABLE 5 - CZECHOSLOVAKIA : SELECTED ECONOMIC GROWTH INDICATORS 1971-1980  
(percentage increase over preceding year)

	1971 Act.	1972 Act.	1973 Act.	1974 Act.	1975 Act.	ANNUAL AVERAGE		1976 Act.	1977 Act.	1978 Act.	1979		1980 Plan
						Actual 1971-75	Planned 1976-80				Plan	Act.	
Net Material Product(Utilized)	5.5	5.8	5.2	5.9	6.2	5.7		4.2	4.1	4.1	4.3	2.6	3.7
Total Industrial Production	6.9	6.6	6.7	6.2	7.0	6.8		5.5	5.6	5.0	4.2	3.7	4.0
Industrial Labor Productivity	6.4	5.9	5.7	5.4	6.0	5.9	5.3	4.9	4.9	4.2	3.3	2.9	
Agriculture	3.2	3.9	4.7	2.3	-1.1	6.8		2.4	9.1	2.6	3.8	-2.7	7.2
Foreign Trade													
Imports */	8.5	7.1	5.8	22.8	15.3	13.8		10.4	12.9	7.7	5.7	11.3	12.8
Exports	10.2	8.3	8.4	16.7	13.2	11.3		11.8	11.7	9.2	6.3	10.3	17.0
Industrial Investments	4.6	2.9	15.5	8.1	5.0	7.1		2.5	7.3	3.2			
Gross Investments	5.6	8.7	9.2	9.2	8.3	8.2		0.7	5.7	4.1		1.6	

\*/ Current prices.

Sources : Statistická Ročenka Československé Socialistické Republiky 1979, SNTL Nakladatelství technické literatury Praha 1979.  
 Statisticheskii Iezhegodnik Stran-chlienov Sovieta Ekonomicheskoi Vzaïmopomoschchi Moskva Statistika, 1978, 1977, 1975, 1974.  
 Weltwirtschaft am Jahreswechsel, Tschechoslovakei, Mitteilungen der Bundesstelle für Aussenhandelsinformation März 1980, 30 Jg. NR Bn 82.  
 L'économie européenne en 1979, chapitre 3 "L'évolution récente de la situation économique en Europe occidentale et en Union Soviétique. ONU 1979, ECE Genève.

N A T O U N C L A S S I F I E D

-6-



## NATO UNCLASSIFIED

-7-

ANNEX II to  
C-M(80)31TABLE 6 - G.D.R. : SELECTED ECONOMIC GROWTH INDICATORS 1971-1980  
(percentage increase over preceding year)

	1971 Act.	1972 Act.	1973 Act.	1974 Act.	1975 Act.	ANNUAL AVERAGE		1976 Act.	1977 Act.	1978 Act.	1979		1980 Plan
						Actual 1971-75	Planned 1976-80				Plan	Act.	
Net Material Product(Utilized)	4.0	5.8	6.4	6.7	4.8	5.4	5.1	3.7	5.2	3.8	4.3	4.0	4.8
Total Industrial Production	6.0	5.7	7.2	6.7	7.0	6.3	6.0	5.9	5.4	5.4	5.5	4.8	4.7
Industrial Labor Productivity	5.0	4.8	5.4	6.0	5.2	5.4	5.4	4.9	4.4	4.2	4.6	4.4	4.5
Agriculture	0	11.0	-0.9	8.1	-4.2	2.6		-5.3	6.8	1.4	1.3	0.8	-
Foreign Trade													
Imports */	3.0	8.7	19.6	23.1	16.9	14.0		17.0	8.7	1.7	-	13.0	-
Exports	11.0	11.7	9.7	16.2	15.8	12.8		12.6	5.8	10.3	-	11.0	-
Industrial Investments	3.0	6.8	10.0	-1.7	2.5	4.1	-	9.0	6.0	6.4	7.7	4.0	2.4
Gross Investments	1.0	4.0	7.6	4.4	5.9	4.6	5.9	8.8	4.4	2.9	5.6	2.4	0

\*/ Current prices.

Sources : Statistisches Jahrbuch 1979 der Deutschen Demokratischen Republik, Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, Berlin 1979.

Statisticheskii Iezhegodnik Stran-chlienov Sovieta Ekonomicheskoi Vzaïmopomoschi Moskva Statistika 1978, 1977, 1975, 1974.

L'économie européenne en 1979, chapitre 3 "L'évolution récente de la situation économique en Europe orientale et en Union Soviétique, ONU 1979, ECE Genève.

Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung "Aussenwirtschaftliche Belastungen minderen Wachstumschancen fürhage der DDR".  
DIW - Wochenbericht 6/80, 8 février 1980, Berlin.

NATO UNCLASSIFIED

-7--

## NATO UNCLASSIFIED

-8-

ANNEX II to  
C-M(80)31TABLE 7 - HUNGARY : MAIN ECONOMIC GROWTH INDICATORS, 1971-1980  
(Percentage change over preceding year)

	1971 Act.	1972 Act.	1973 Act.	1974 Act.	1975 Act.	ANNUAL AVERAGE		1976 Act.	1977 Act.	1978 Act.	1979		1980 Plan
						Actual 1971-75	Planned 1976-80				Plan	Act.	
Net Material Product(Utilized)	5.9	6.2	7.0	5.9	6.1	6.3	5.4-5.7	3.0	7.8	3.9	3.4	1-1.5	3.0-3.5
Total Capital Investments	10.5	-1.8	4.0	8.9	13.2	7.0		-1.1	13.0	4.2		0	-4-5
Real per Capita Income	4.2	3.3	4.7	6.2	4.4	4.5		0	4.9	2.9	2	0	0
Retail Trade Turnover	7.4	3.3	5.8	9.2	5.4			1.4	6.2	3.9		1.7	
Retail Prices	1.7	3.1	3.5	2.1	4.4			5.3	4.0	4.9			
Foreign Trade Turnover	13.9	8.1	13.9	23.4	16.1	-	-	-2.3	16.3	7.1			
Exports	7.9	21.2	18.1	11.6	11.2	13.9	8.1	3.1	16.5	0.9	11.0	13.0	
Imports	19.3	-2.9	9.4	36.8	20.6	15.9	8.1	-3.1	16.2	12.6	6.0	-0.3	
Industrial Production	5.0	3.2	6.8	7.0	4.2	6.4	5.9-6.2	4.8	5.2	5.2	4.0	2.8	3.5-4.0
Industrial Labour Productivity	5.3	4.2	5.6	6.2	4.5	6.2	5.8-6.2	5.6	5.3	5.5-6.0	4.0		
Agricultural Production	7.6	2.6	6.3	3.2	3.7	3.5	3.0-3.2	-2.7	10.3	1.8	3-3.5	0	5-5.5

Sources : Statistical Yearbook 1977, Budapest, Statistical Pocketbook of Hungary 1979, Budapest, DIW - Wochenbericht Vol 46 No 20, 17 May 1979, West Berlin. Report of the Hungarian Central Statistical Office, Népszabadság, February 3, 1980. RFE Situation Report 23, 19 December 1979.

NATO UNCLASSIFIED

-8-

NATO SANS CLASSIFICATION

- 9 -

TABLEAU 8 - POLOGNE : PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE

ANNEXE II au  
C-M(80)31

(Pourcentages de variations par rapport à l'année précédente)

	1971	1972	1973	1974	1975	Taux d'accroissement annuels moyens		1976	1977	1978	1979 plan	1979	1980 plan
						1971-75 réalisé	1976-80 plan						
Revenu national (optique production)	8,1	10,6	10,8	10,4	9,0	9,8	7,0/7,3	6,8	5,0	3,0	2,8	- 2	1,4/1,8
Production industrielle	7,9	10,7	11,2	11,4	10,9	10,5	8,2/8,5	9,3	6,9	4,9	4,9	2,8(1)	3,0/4,2
dont:groupe A	8,3	10,6	11,6	12,0	10,7	10,6		9,7	6,4	4,4			-8,0
dont:groupe B	8,2	11,0	10,8	10,6	11,4	10,4		8,8	7,3	5,3			5,0
Productivité du travail dans l'industrie						7,7	7,4/7,8	8,6	5,3	4,7	5,3	3,3	4,4
Production agricole brute	3,6	8,4	7,3	1,6	-2,1	3,7	4,3	-1,1	1,4	4,1	3,9/4,8	-1,4	5,8
Formation brute de capital fixe	7,5	23,6	25,0	22,5	14,2	18,4		2,2	4,3	1,6	-9,3	-8,2(2)	
Salaires réels par salarié	5,7	6,4	8,7	6,6	8,5	7,2	3,0/3,4	3,9	2,3	-2,7	1,5/2,0	1,8	1,0
Commerce extérieur (volume)	10,2	18,8	17,3	13,6	6,4	13,2	8,5	8,1	4,0	3,4			
dont:exportations	6,5	15,2	11,0	12,8	8,3	10,7	11,8	5,4	8,8	5,7			
dont:importations	13,8	22,1	22,6	14,2	5,0	15,4	4,6	10,3	0,4	1,5			
Balance commerciale avec les pays de l'OCDE (3)	71	-269	-1207	-1905	-2542			-2163	-1418	-1539		-1158(4)	

(1) Ventes industrielles

(2) Secteur socialisé seulement.

(3) Estimation FOB-FOB à partir des statistiques occidentales publiées par l'OCDE; les données se rapportent aux valeurs absolues exprimées en millions de US.\$.

(4) Sauf pour le commerce avec l'Amérique du Nord, extrapolation linéaire sur les 11 premiers mois de l'année.

Sources : Rocznik Statystyczny 1978 et 1979, Varsovie

-Etude de l'ECE Genève sur la situation économique de l'Europe en 1979 (Annexe statistique du chapitre III. Evolution récente de la situation économique en Europe orientale et en Union Soviétique).

-"L'évolution économique de la Pologne en 1979" et "Pologne : une économie en crise" ; "Le Courrier des pays de l'Est", mars 1980, Documentation française, Paris.

N A T O U N C L A S S I F I E D  
 TABLE 9 - ROMANIA : MAIN ECONOMIC GROWTH INDICATORS, 1971-80  
 (percentage increase over preceding year)

-10-

ANNEX II to  
C-M(80)31

	1971 Act.	1972 Act.	1973 Act.	1974 Act.	1975 Act.	ANNUAL AVERAGE				1976 Act.	1977 Act.	1978 Act.	1979 Plan (11)	1979 Act.	1980 Plan (11)	Directives FYP 1981-85
						Planned		Actual								
						1971-1975		1976-1980								
<b>AGGREGATE VARIABLES</b> (1)																
Net Material Product(Utilized)	13.1	10.6	10.4	12.3	9.8	11-12.0	11.3	11.0	8.3	10.5	8.6	7.6	8.8	6.2	8.8	6.7-7.4
Fixed Investments(1)	10.1	11.0	8.2	13.3	15.0	...	11.5	12.8(2)	10.2	8.2	11.5	16.2	9.1	5.1	4.9	5.4-6.2(2)
Real Incomes(3)	13.0	7.1	5.0	7.8	6.5	7.0-7.9	7.9	...	6.5	9.5	4.5	8.9	7.5	3.1	...	4.2-4.6
Retail Sales(4)	8.7	6.4	7.8	9.6	7.7	7.0-8.0	8.2	8.7	8.2	8.6	6.7	11.5	8.5	5.8	9.3	5.4-6.2
Retail Prices(5)	0.6	0.0	0.7	1.1	0.2	...	0.5	1.0-1.2	1.5	0.9	0.5	2.2	...	2.5	...	1.0-1.2
Foreign Trade Turnover	10.3	14.3	24.8	38.3	6.6	10.0-11.5 (2)	15.6 (2)	15.9 (2)	18.1 (2)	14.5	14.8	11.0	16.6	19.1	14.8	8.5-9.5(2)
Exports	13.5	14.0	29.2	30.4	9.6	...	16.3(2)	17.1(2)	17.2(2)	14.9	14.4	5.5	...	18.0	...	9.9-11.3(2)
Imports	7.3	14.7	20.4	46.8	3.9	...	14.8(2)	...	18.9(2)	14.1	15.1	16.5	...	20.1	...	...
Hard Currency Debt (\$b)	...	...	...	2.6	3.0	...	1.8(6)	...	...	3.3	3.8	4.5	...	...	...	...
<b>SECTORAL VARIABLES</b>																
Industrial Output	12.0	11.6	14.4	14.7	12.4	11.0-12.0	12.9	11.5	10.2	11.5	12.5	9.0	11.3	8.0	11.4	8.0-9.0
Labor Productivity in Industry	4.9	4.8	8.2	6.7	7.1	7.3	6.4	9.2	7.6	8.8	9.8	7.1	10.2	6.4	8.5	7.0-7.5(7)
Agricultural Output	19.1	9.2	0.8	1.5	2.5	6.3-8.3 (2)	4.6	6.9-9.0 (2)	7.4(2) (14)	17.2	-1.3	2.4	5.1-5.6	5.0	4.7-6.0	4.5-5.0(2)
Freight Transport(10)(15)	9.0	-2.0	7.0	11.0	21.9	14.2-16.1	9.1	5.4-6.0	4.6	5.2	3.6	5.9	7.6	3.7	3.7	...
Tourism (millions)	...	...	...	...	3.7	...	...	...	4.8(12)	3.5	4.0	5.7	...	6.0	...	...
Oil extraction (m.tonnes)	13.793	14.128	14.287	14.486	14.590	(14.3)(10)	14.257 (12)	...	13.849 (12)	14.700	14.650	13.724	14.800	12.323	15.000	(12.5)(10)
New Dwellings (ooo)	147.0	136.0	149.1	154.3	165.4	...	150.4 (12)	201.0 (12)	160.6 (12)	139.4	145.0	166.8	(248) (13)	191.1	250.0	240.0 (12)

Sources : Official Communiqués ou plans and performance published in Scinteia (Organ of the Romanian Communist Party), taking account of revisions as from Anuarul Statistic (Official Yearbook), 1976 and 1979.

## NOTES:

- ... = not available.
- (1) Net Material Product (NMP) and Fixed investments are the closest Marxist equivalent to Western GNP and Gross Fixed Investment, respectively. However, it is recalled that NMP is less than GNP by the value of Depreciation and Value Added in non production services, whilst Fixed investments are less than Gross Fixed Investment by the value of capital repairs.
- (2) With respect to the average of the preceding FYP and therefore not comparable with other entries in this row.
- (3) Total Real Incomes of the population are the best approximation to Western total consumption by the population, although the former include the (somewhat marginal) values of private investment (housing) and personal savings (unspent incomes).
- (4) Socialist network only (i.e. excluding private trade, mostly agricultural produce).
- (5) 1971-1975 : Socialist network; since 1976 : overall retail sales. The difference is slight, although not insignificant.
- (6) Increase during the period 1971-1976 (\$1.2b in 1970).
- (7) On the basis net output. Other entries in this row refer to gross output (1980) planned growth : gross 8.7%, net 8.5%.
- (8) Four years (1976-1979).
- (9) FYP 1971-1975 : total freight; other entries : internal freight (i.e. excluding maritime and air). On the period 1971-1975, internal freight grew by an average 7.0 per annum.
- (10) At the end of the period.
- (11) Not comparable, because annual plan percentages are calculated on the basis of plan targets for the preceding year.
- (12) Annual mean of absolute values in the given period.
- (13) Excluding dwellings privately built (12.3th.m.1979, actual).
- (14) Three years (1976-1978).
- (15) Calculated on the basis of tonne/km.
- (16) Calculated on the basis of 1980 planned targets.

N A T O   C O N F I D E N T I A L

- 11 -

ANNEX II to  
C-M(80)31

SOVIET AND EAST EUROPEAN ECONOMIC AID TO NON-COMMUNIST\*  
DEVELOPING COUNTRIES (LDCs)

(Million of current US \$)

TABLE 10

	GROSS DELIVERIES										1979		
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	GROSS DELIVERIES	Capital reimbursements	Interest payments	NET DELIVERIES
<u>SOVIET AID</u>													
Middle East	157	190	216	182	165	159	182	177	180	137	-	-	-
North Africa	78	96	102	97	93	91	81	68	72	66	-	-	-
Sub-Saharan Africa	14	22	25	27	58	28	29	26	22	14	-	-	-
South and East Asia	116	81	99	245	349	101	118	138	165	172	-	-	-
Americas	4	3	14	25	18	23	24	27	23	28	-	-	-
TOTAL	369	392	456	576	683	402	434	436	462	417	379	68	-30
<u>EAST EUROPEAN AID</u>													
Middle East	56	62	58	40	60	85	90	77	76	77	-	-	-
North Africa	27	40	42	41	45	38	39	39	37	39	-	-	-
Sub-Saharan Africa	2	4	1	2	7	13	1	2	5	7	-	-	-
South and East Asia	42	35	35	21	22	30	29	29	29	29	-	-	-
Americas	24	29	19	15	5	21	17	14	8	11	-	-	-
TOTAL	151	170	155	119	139	187	176	161	155	163	134	24	5
Pro-memoria													
Total Western aid (net)	7,703	8,607	9,535	10,559	12,406	14,452	14,744	15,886	19,508	-	-	-	-
Soviet arms deliveries	995	865	1,215	3,130	2,310	1,845	2,575	3,515	3,825	-	-	-	-
East European arms deliveries	80	120	70	120	165	255	315	325	325	-	-	-	-

\* Aid to Cuba, Mongolia, North Korea, North Vietnam and (since 1975) Vietnam, Laos and Cambodia is therefore excluded.

Sources: AÇ/127-D/634; CIA, Handbook 1979; OECD, Examen 1978